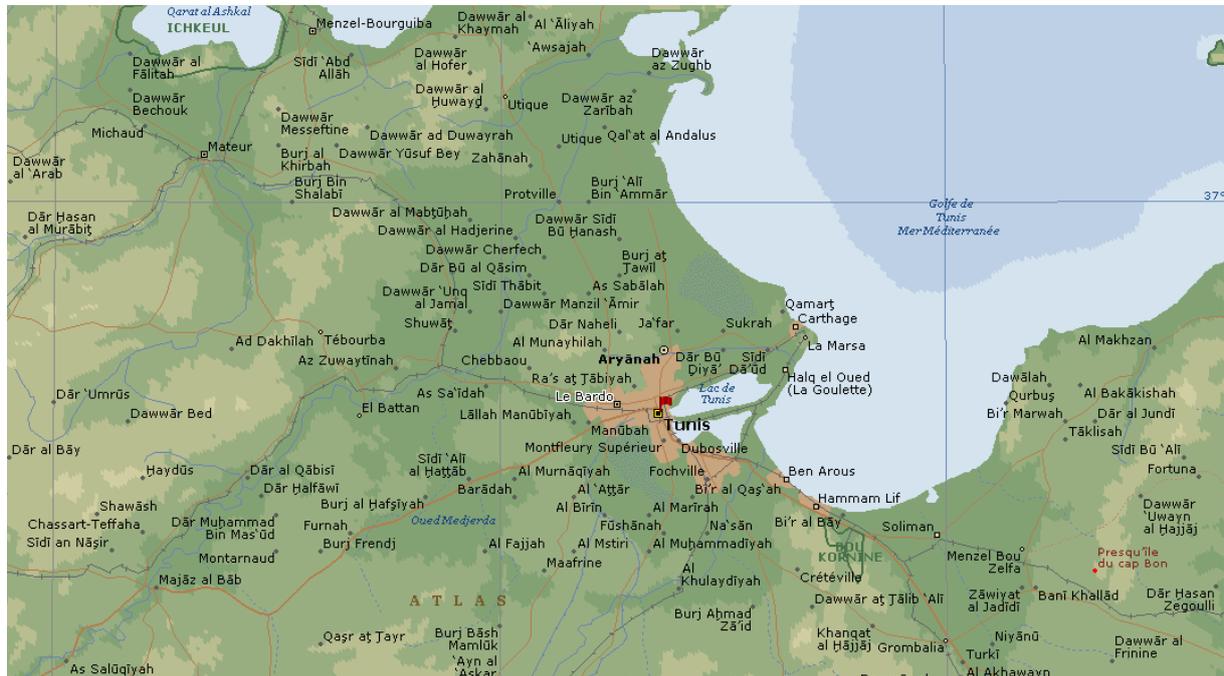


13 TUN 1 - 13-02-06 Tunis

Laboratoiredesfrondeurs.org



Segment horizontal du quadrillage ≈ 50km.

<http://www.come4news.com/tunisie-un-opposant-assassine,-un-pouvoir-sous-tension-809055>

Tunisie : un opposant assassiné, un pouvoir sous tension

06-02-2013 16:11 - 290 visites - International - Ecrit par Kheiro86 - Lire son flux

La tension monte en Tunisie. Ce matin, le Secrétaire général du Parti des patriotes démocrates-Unis, Chokri Belaïd, a été tué dans une embuscade tendue dans la capitale, dans le quartier d'El Menzah.

Cela a été rapporté par la radio tunisienne "Shems FM". Lakhdher Zied, membre du parti cité par le site de nouvelles "Tunivisions.net", a déclaré que le chef de l'opposition a été accueilli par des tirs alors qu'il quittait son domicile. Son frère, Abdelmajid, a accusé le parti islamiste au pouvoir, Ennahda, d'être l'instigateur de l'assassinat.

Les premières nouvelles sur la dynamique du meurtre laissent penser que le tireur est un expert en armes, vêtu d'un burnous, la robe traditionnelle tunisienne, qui couvre tout le corps avec un capuchon pointu dissimulant la plupart de son visage.

Selon Jmour Mohamed, président du Comité central du Parti de Belaïd, le politicien a été touché par quatre balles, dont à l'arrière de la tête et au cœur, c'est à dire des points mortels. Le quatrième coup a touché le dos.

Dans les derniers mois les violences politiques dans le pays se sont multipliées: de nombreuses formations hostiles au gouvernement et des syndicats ont accusées les milices

pro-islamiques d'organisées des émeutes et des attaques sur leurs adversaires ou sur les lieux de leurs bureaux.

Le baroud d'honneur de Belaïd était arrivé la nuit dernière et c'était un acte d'accusation contre le parti hégémonique de la majorité, Ennahda. Dans son discours, l'homme de 48 ans a fait valoir que la conception d'Ennahda est le contrôle progressif de la machine de l'administration et de la justice et donc de l'armée, et que la violence explosera chaque fois qu'il y aura discussion d'un article "rétrograde et contraire à la liberté" au sein de l'Assemblée constituante.

Pendant ce temps, des centaines de personnes qui crient "Chokri Belaid notre martyr" ont pris d'assaut le ministère de l'Intérieur, dirigé par Ali Laarayedh, un membre d'Ennahda, sur l'avenue Bourguiba. La police, sans arriver en grand nombre, a été déployée pour protéger le bâtiment.

Les manifestants ont scandé des slogans contre le gouvernement, exigeant la démission du premier ministre Hamadi Jebali, et condamnant la vague de violence politique qui est enregistrée en Tunisie contre les opposants. Des manifestations spontanées ont été rapportées dans de nombreuses villes (y compris Sousse et Gafsa), avec notamment des assauts sur des sièges d'Ennahda.

Le président tunisien Moncef Marzouki en visite hier à Strasbourg, a annulé sa participation au sommet de l'organisation islamique en programme au Caire aujourd'hui, et rentrera immédiatement dans le pays. Marzouki a déjà condamné cet assassinat "odieux" et a appelé au calme.

Le Premier ministre Jebali a pour sa part décrit l'assassinat comme un acte de terrorisme contre le pays: "Le peuple tunisien n'est pas habitué à ce genre d'événement, c'est une évolution majeure: notre devoir en tant que gouvernement et en tant que peuple est de faire preuve d'équilibre et ne pas tomber dans le piège d'un criminel qui veut semer le désordre".

http://www.lemonde.fr/tunisie/article/2013/02/06/tunisie-un-responsable-de-l-opposition-assassine_1827659_1466522.html

Un policier tué dans les affrontements avec des manifestants à Tunis

Le Monde.fr avec AFP | 06.02.2013 à 10h23 • Mis à jour le 06.02.2013 à 21h08

Un policier a été tué mercredi 6 février lors d'affrontements avec des manifestants dans le centre de Tunis. La situation a rapidement dégénéré dans l'après-midi après l'annonce de l'assassinat de l'avocat Chokri Belaïd, figure de l'opposition de gauche. De nombreux Tunisiens sont descendus dans les rues des grandes villes du pays, principalement à Tunis, où la célèbre avenue Bourguiba a permis une nouvelle fois aux manifestants de crier leur colère.

Dans la capitale, une foule de jeunes a attaqué par des jets de pierres la police, érigeant des barricades malgré les tirs de grenades lacrymogènes. Un blindé de la garde nationale a tiré des salves de gaz alors que les manifestants utilisaient des poubelles et des tables de café pour leurs barricades. "Le policier Lotfi Alzaar, 46 ans, est mort dans l'après-midi des suites d'une blessure à la poitrine provoquée par des jets de pierres lors d'une opération pour disperser un

groupe de manifestants à Bab El-Jazira", a annoncé le ministère de l'intérieur. Aucun autre bilan de ces affrontements n'a été annoncé pour le moment.

Quatre formations de l'opposition tunisienne – le Front populaire (gauche), le Parti républicain, Al Massar et Nidaa Tounes (centre) – ont lancé un appel à la grève générale jeudi et annoncé la suspension de leur participation à l'Assemblée nationale constituante.

<http://www.letelegramme.com/ig/generales/france-monde/monde/tunisie-assassinat-d-un-chef-de-l-opposition-la-rue-accuse-ennahda-06-02-2013-1996832.php>

Tunisie. Sous la pression, le gouvernement annonce des élections

6 février 2013 à 20h51 - 2 réactions

Sous la pression de la rue, dans laquelle des émeutes ont éclaté après l'assassinat de Chokri Belaïd, un chef de l'opposition tunisienne, ce mercredi matin à Tunis, le Premier ministre a annoncé, dans la soirée, l'organisation d'élections "dans les plus brefs délais". En attendant, un gouvernement de technocrates apolitiques devrait être formé.

Le Premier ministre veut former un gouvernement apolitique

Le Premier ministre tunisien, l'islamiste Hamadi Jebali a annoncé mercredi qu'il formera un "gouvernement de compétences nationales sans appartenance politique" après l'assassinat de l'opposant Chokri Belaïd qui a déclenché une vague de violences en Tunisie.

"J'ai décidé de former un gouvernement de compétences nationales sans appartenance politique qui aura un mandat limité à la gestion des affaires du pays jusqu'à la tenue d'élections dans les plus brefs délais", a-t-il déclaré dans une adresse télévisée à la Nation. M. Jebali n'a pas fixé de calendrier de refonte du gouvernement et compte garder la tête de ce nouveau cabinet qui devra être confirmé par l'Assemblée nationale constituante.

Le président rentre d'urgence à Tunis

Le président Moncef Marzouki, qui était en visite en France, a annulé sa participation au sommet islamique du Caire pour rentrer d'urgence à Tunis. La présidence a dénoncé un crime "odieux" visant "à mener le peuple tunisien à la violence", et appelé "à la retenue".

Les proches de l'opposant assassiné dénoncent Ennahda

Les proches de Chokri Belaïd ont accusé Ennahda d'être responsables du meurtre, alors que les violences politiques et sociales secouent le pays depuis la révolution de 2011 qui a chassé le président Zine El Abidine Ben Ali du pouvoir.

Hollande condamne "avec la plus grande fermeté"

A Paris, François Hollande a condamné "avec la plus grande fermeté" ce meurtre qui "prive la Tunisie d'une de ses voix les plus courageuses et les plus libres" et fait part de la "préoccupation" de Paris face à "la montée des violences politiques" dans ce pays.

Trois balles tirées à bout portant

Chokri Belaïd, 48 ans, critique acerbe du gouvernement, a été tué en sortant de chez lui le matin de trois balles tirées à bout portant par un homme portant un vêtement de type burnous, sorte de long manteau traditionnel en laine avec une capuche pointue, selon le Premier ministre, Hamadi Jebali.

Le ministre de l'Intérieur a indiqué, en citant le chauffeur de la victime, qu'un complice l'attendait pour prendre la fuite à moto.

Membre du Front populaire

Secrétaire général du parti des Patriotes démocrates, l'opposant avait rejoint avec sa formation une coalition de gauche, le Front populaire, qui se pose en alternative au pouvoir en place. Très présent dans les médias, le poids politique de Chokri Belaïd et de ses alliés demeure une inconnue, le Front populaire n'ayant été créé qu'après les élections d'octobre 2011.

Le Premier ministre dénonce "un acte de terrorisme" aussi "contre toute la Tunisie"

"C'est un acte criminel, un acte de terrorisme pas seulement contre Belaïd mais contre toute la Tunisie", a dit M. Jebali, promettant de tout faire pour retrouver les responsables. "C'est un tournant grave", a-t-il ajouté, en appelant "à ne pas tomber dans le piège du criminel qui vise à plonger le pays dans le désordre".

Le frère de Belaïd accuse directement le chef d'Ennahda

Ennahda a dénoncé "un crime odieux visant à déstabiliser le pays" et son chef Rached Ghannouchi a estimé que ses auteurs "veulent un bain de sang" dans le pays, rejetant toute implication de son parti.

Le frère de la victime, Abdelmajid Belaïd, a en revanche accusé "Rached Ghannouchi d'avoir fait assassiner (son) frère", sans étayer cette accusation.

"Le peuple veut une nouvelle révolution"

Devant l'hôpital de Tunis où la dépouille de Belaïd se trouvait, des centaines de personnes ont manifesté dans la matinée en criant "le peuple veut une nouvelle révolution".

Une foule sans cesse grandissante se réunissait devant le ministère de l'Intérieur sur l'avenue Habib Bourguiba, dans la capitale. A la mi-journée ils étaient environ 4.000.

Des locaux d'Ennahda saccagés

Ailleurs dans le pays, à Mezzouna, près de Sidi Bouzid, et à Gafsa, (centre), des manifestants ont incendié et saccagé les locaux d'Ennahda. Dans d'autres villes, comme Béja et Bizerte, des foules manifestaient leur colère après le meurtre.

Un chef du Front populaire évoque des menaces contre les opposants

Hamma Hammami, chef du Front populaire, a accusé "des partis politiques qui veulent enfoncer le pays dans l'anarchie. Le gouvernement et le pouvoir assument la responsabilité de ce crime odieux car les menaces contre Chokri et d'autres ne datent pas d'aujourd'hui".

La Tunisie en pleine crise politique

La Tunisie est plongée dans une crise politique, faute d'un compromis sur la future Constitution qui bloque l'organisation de nouvelles élections. Dans le même temps, des membres de la coalition gouvernementale réclament un remaniement du gouvernement pour retirer aux islamistes des ministères régaliens.

Face à l'impasse, les violences se sont multipliées et plusieurs opposants ont accusé des milices pro-pouvoir, la Ligue de protection de la révolution, d'orchestrer des heurts ou des attaques contre l'opposition. Ce mouvement est accusé d'avoir tué en octobre l'opposant Nidaa Tounès.

Stupeur à Tunis après le meurtre de Chokri Belaïd

LE MONDE | 07.02.2013 à 14h06 • Mis à jour le 07.02.2013 à 14h07 Par Isabelle Mandraud



Le choc est tel, en Tunisie, après l'assassinat, mercredi 6 février, de l'opposant Chokri Belaïd, abattu de plusieurs balles alors qu'il sortait de son domicile, que le gouvernement issu des élections de l'automne 2011, les premières organisées après la chute de l'ancien régime, est dissous. "J'ai décidé de former un gouvernement de compétences nationales sans appartenance politique, qui aura un mandat limité à la gestion des affaires du pays jusqu'à la tenue d'élections dans les plus brefs délais", a annoncé à la télévision, dès mercredi, le chef du gouvernement, Hamadi Jebali, membre du parti islamiste Ennahda. Cet "assassinat, a-t-il ajouté, a accéléré ma prise de position pour laquelle j'assume ma responsabilité entière devant Dieu et devant notre peuple".

En parallèle, des violences ont éclaté dans plusieurs villes du pays, provoquant la mort, selon le ministère de l'intérieur, d'un policier à Tunis. A Gafsa, Sfax ou Monastir, des locaux du parti Ennahda ont été attaqués et incendiés. Mis en cause par la famille du défunt, le parti islamiste au pouvoir a vigoureusement rejeté ces accusations. L'assassinat prémédité de Chokri Belaïd, qui n'a pas été revendiqué, constitue une première en Tunisie, et survient dans un climat de tension de plus en plus lourd.

Les menaces de mort, virtuelles jusqu'ici, qui visaient notamment l'avocat Chokri Belaïd, numéro deux du Front populaire, un mouvement composé de plusieurs formations de la gauche radicale dont la sienne, le Parti des patriotes démocrates unifié, se sont multipliées sur les réseaux sociaux. Les échanges, sur les plateaux de télévision, sont devenus très agressifs, aboutissant, sur le terrain, à des affrontements bien réels.

"TOUT FAIRE POUR ÉVITER LA GUERRE CIVILE"

En octobre 2012, à Tataouine, Lotfi Nagedh, représentant du parti d'opposition Nida Tounès, était mort lors de violentes échauffourées entre le camp progressiste et des partisans d'Ennahda. En novembre, sur fond de désespoir social, des émeutes ont éclaté à Siliana, au centre du pays, qui ont mis aux prises l'Union générale des travailleurs tunisiens, la puissante centrale syndicale, avec le gouvernement. En janvier, la commémoration de la chute, deux ans auparavant, de l'ancien régime de Zine El-Abidine Ben Ali, a dû être soigneusement encadrée par les policiers pour éviter que les sympathisants islamistes ne viennent aux mains avec les partis d'opposition.

"Sans doute certains se sont-ils sentis libres dans cette coupable indulgence du pouvoir vis-à-vis de la violence. Il faut absolument faire cesser cette dérive", soulignait mercredi Kamel Jendoubi, ex-président de l'Instance supérieure indépendante pour les élections. *"Sous Ben Ali, ajoute-t-il, il y a eu des morts lors d'affrontements ou sous la torture, mais jamais, jamais, un assassinat prémédité."*

"Il faut tout faire pour éviter la guerre civile", s'alarme de son côté Riadh Ben Fadhel. Aujourd'hui membre du parti d'opposition Al-Massa, ce dernier avait été la cible, en 2000, d'une tentative d'assassinat dont il avait réchappé de peu après avoir reçu deux balles dans la poitrine, à la sortie, lui aussi, de son domicile. Jamais revendiqué, cet attentat n'a jamais non plus été élucidé.

L'atmosphère est d'autant plus délétère à Tunis que l'Assemblée nationale constituante ne parvient pas à mettre fin à ses travaux, malgré l'engagement initial pris par la quasi-totalité des partis, toutes tendances confondues, de rédiger une nouvelle Constitution dans le délai d'un an. Cette incapacité à mettre sur les rails la future loi fondamentale empêche l'organisation de nouvelles élections. Conséquence : la légitimité de la troïka au pouvoir, formée par le parti islamiste Ennahda, le Congrès pour la république du président Moncef Marzouki et le parti Ettakatol dirigé par le président de l'Assemblée, Moustapha Ben Jaafar, s'érode jour après jour.

Pis : empêtré dans des joutes politiques stériles, le gouvernement s'est révélé inefficace à redresser une situation économique et sociale dégradée, de plus en plus mal supportée par une population en butte à des difficultés quotidiennes grandissantes.



LE PARTI ENNAHDHA EN PROIE À PROFONDES DISSENSIONS

Promis depuis des semaines, au point de devenir un sujet de moqueries en Tunisie, le remaniement ministériel était sans cesse repoussé, les alliés de la troïka ne parvenant pas à se mettre d'accord sur la redistribution de postes régaliens.

En proie lui-même à de profondes divergences internes, le parti Ennahda a vu s'effriter totalement le crédit favorable dont il bénéficiait dans l'opinion publique il y a encore dix-huit mois. Signe de ces dissensions, le chef du gouvernement, Hamadi Jebali, présenté comme le représentant du courant "modéré" du parti, avait récemment quitté, excédé, le conseil de la Choura, l'instance délibérative d'Ennahda.

Réclamé par plusieurs partis, un gouvernement d'union nationale devrait désormais voir le jour sous la pression du meurtre de Chokri Belaïd. Ennahda et ses alliés n'ont plus le choix. C'est désormais le nom du chef du parti islamiste, Rached Ghannouchi, que les manifestants accolent au célèbre slogan "*Dégage !*" brandi pour renverser, hier, le régime Ben Ali. Mais aucun calendrier, ni même une liste de noms de ministres remplaçants, n'a encore été avancé par M. Jebali qui continuera, semble-t-il, à diriger le gouvernement.

Vendredi, les obsèques de l'opposant assassiné devraient être organisées à partir du quartier très populaire de Tunis, Djebel Jelloud, dont sa famille est issue. Sans aucun doute, l'émotion sera toujours très vive. Parmi la foule qui suivait mercredi, sur l'avenue Habib Bourguiba, le corps du défunt dans une fourgonnette figurait sa femme, Besma Khalfaoui, surmontant sa peine.

http://www.lemonde.fr/tunisie/article/2013/02/07/chokri-belaïd-un-tribun-devenu-l-ennemi-jure-des-islamistes_1828201_1466522.html

Chokri Belaïd, un tribun devenu l'ennemi juré des islamistes

LE MONDE | 07.02.2013 à 14h06 • Mis à jour le 08.02.2013 à 13h43 Par Isabelle Mandraud



A Tunis, le 29 décembre 2010, l'avocat Chokri Belaïd lors d'une conférence de presse pour dénoncer le passage à tabac de son confrère Abdraouf Ayadi (à gauche) par la police de Ben Ali.

Etudiant engagé à l'extrême gauche, Chokri Belaïd haranguait ses camarades d'université avec une habileté et une verve que lui enviaient les islamistes, eux aussi opposants au régime de l'ancien dirigeant Zine El-Abidine Ben Ali. Devenu avocat, après des études de droit en partie réalisées en France, le tribun poursuivra sur sa lancée en devenant le porte-parole d'une petite formation de la gauche radicale, les Patriotes démocrates, d'obédience marxiste et panarabiste, qui ne deviendra légale qu'en avril 2011, après le soulèvement tunisien et la chute de l'ancien régime.

A cette époque, du 17 décembre 2010 au 14 janvier 2011, Chokri Belaïd est de toutes les manifestations, avec son ami Hamma Hammami, le dirigeant du Parti communiste ouvrier tunisien, forcé à la clandestinité pendant des années. Aux dernières heures du régime Ben Ali, les deux hommes seront d'ailleurs arrêtés ensemble avant d'être relâchés. Ils se réuniront

ensuite avec plusieurs formations de la gauche radicale dans un mouvement baptisé le Front populaire.

Ne disposant que d'un seul élu à l'Assemblée nationale constituante, le Front, qui compte un nombre important de militants, est aujourd'hui parvenu à s'imposer comme la troisième force du pays. Mais peu de Tunisiens connaissaient jusqu'à récemment Chokri Belaïd, issu d'un milieu très modeste, né en novembre 1964 dans l'un des quartiers les plus pauvres du sud de Tunis, Djebel Jelloud.

L'AVOCAT DES GRÉVISTES, "MILITANT DE PREMIER ORDRE"

Les grévistes du bassin minier de Gafsa, eux, savent ce qu'ils lui doivent. Lorsque éclate la grande grève de 2008 dans cette région déshéritée du Sud, annonciatrice du mouvement qui balayera deux ans plus tard le régime Ben Ali, une terrible répression s'abat sur ses meneurs. "Chokri Belaïd a pris la tête du groupe d'avocats qui nous a défendus, c'était un militant de premier ordre", se souvient l'un des acteurs de cette époque, Mouhieddine Cherbib, qui réside aujourd'hui en France. L'avocat plaidera également les dossiers de plusieurs salafistes emprisonnés par l'ancien régime.

Tout change à partir du 14 janvier 2011. La moustache de Chokri Belaïd devient soudain familière aux Tunisiens. Ses talents d'élocution, son franc-parler, en font un invité courtisé des plateaux télévisés. Membre de la Haute Instance pour les objectifs de la révolution, il participe aux travaux qui mèneront aux premières élections libres d'octobre 2011, sans jamais cesser de vitupérer contre les gouvernants, en particulier l'ancien premier ministre de transition, Béji Caïd Essebsi.

Au fil des mois, c'est cependant avec le courant islamiste que les choses vont de plus en plus se dégrader. Chokri Belaïd redouble de critiques contre le gouvernement dominé par les islamistes du parti Ennahda. Il dénonce le climat de "violence" qui, affirme-t-il, s'est installé dans le pays, et que le pouvoir, selon lui, instrumentalise à des fins électoralistes et pour des enjeux internes. Dans ses diatribes, l'avocat vise en particulier l'aile dure d'Ennahda.

En réaction, le ministre de l'intérieur, Ali Larayedh, membre du parti islamiste, le désignera nommément comme l'un des responsables des émeutes de Siliana, en novembre 2012, durement réprimées par les forces de sécurité qui tirèrent sur les manifestants avec des fusils de chasse.

Mais l'atmosphère se dégrade encore. L'opposant Chokri Belaïd est cité dans des prêches hostiles d'imams, vilipendé sur des dizaines de pages Facebook, menacé de mort. Jusqu'à son assassinat.

http://www.lemonde.fr/tunisie/article/2013/02/07/les-islamistes-d-ennahda-refusent-la-dissolution-du-gouvernement_1828487_1466522.html

Le principal syndicat tunisien appelle à la grève générale vendredi

Le Monde.fr avec AFP et Reuters | 07.02.2013 à 11h48 • Mis à jour le 07.02.2013 à 19h16

Le principal syndicat tunisien, l'Union générale tunisienne du travail (UGTT), a appelé sur son site officiel à la grève générale vendredi 8 février, à l'occasion des funérailles de Chokri Belaïd, figure de la gauche assassiné mercredi à Tunis.

Quatre partis politiques avaient déjà lancé un appel similaire, mais l'UGTT, l'un des principaux moteurs de la chute de Ben Ali et qui revendique 750 000 adhérents dans toutes les régions, restait la clé de tout débrayage de grande ampleur. Si elle se confirmait, cette grève générale serait une première depuis 1978. Même sous Ben Ali, l'UGTT n'avait pas utilisé cette arme, se contentant d'un débrayage de deux heures le 14 janvier 2011, jour de la fuite précipitée de l'ex-dictateur.

Les syndicats des avocats, des magistrats et du parquet ainsi que les enseignants de l'université La Manouba de Tunis ont annoncé observer une grève dès aujourd'hui. La Ligue tunisienne pour la défense des droits de l'homme (LTDH) a de son côté appelé les autorités à protéger les personnalités politiques

L'UGTT ÉVOQUE DES MENACES DE MORT

A l'UGTT, on indique, jeudi 7 février, avoir reçu par téléphone depuis deux jours plusieurs menaces de mort de plus en plus précises qui visent le secrétaire général de la centrale syndicale, Hocine Abassi, et son fils. "Auparavant, nous les avons déjà reçues par écrit", affirme Sami Tahri, membre du bureau exécutif de la centrale. Depuis plusieurs mois, les tensions se multipliaient entre l'UGTT et les autorités.

Des manifestations, fin novembre, dans la ville de Siliana pour obtenir le départ du gouverneur nommé par Ennahda, avaient fait plus de 300 blessés, au cours d'affrontements avec la police. Et le 5 décembre 2012, date de la commémoration du 60e anniversaire de l'assassinat du fondateur de l'UGTT, Farhat Hached, une figure anticolonialiste, les deux parties se sont copieusement invectivées et battues. Bilan : une dizaine de blessés.

ENNAHDA REFUSE LA DISSOLUTION DU GOUVERNEMENT

De son côté, le parti islamiste Ennahda, principale formation politique en Tunisie, a refusé jeudi la dissolution du gouvernement voulue par le premier ministre, Hamadi Jebali, issu de ses rangs, et veut poursuivre les discussions sur un éventuel remaniement. "Le premier ministre n'a pas sollicité l'opinion de son parti, a déclaré le vice-président d'Ennahda, Abdelhamid Jelassi, l'un des fondateurs du parti, qui demeure son secrétaire général. Nous croyons nous, à Ennahda, que la Tunisie a besoin aujourd'hui d'un gouvernement politique."

Hamadi Jebali avait annoncé mercredi sa décision de former un gouvernement de technocrates "n'appartenant à aucun parti et travaillant pour l'intérêt de la nation", sans fournir de calendrier. Il avait également promis d'organiser rapidement des élections, alors que des voix s'élèvent dans l'opposition pour réclamer la dissolution de l'Assemblée nationale constituante. Depuis quinze mois, celle-ci ne parvient pas à rédiger de Constitution faute de compromis réunissant les deux tiers des députés.

"Les autorités savaient que Chokri Belaïd était menacé et n'ont rien fait", a déclaré le chef du Parti républicain, Ahmed Néjib Chebbi, révélant figurer lui-même sur une liste de personnalités politiques menacées de mort. Son parti s'est allié à un front de l'opposition laïque réitérant l'urgence de dissoudre les milices pro-Ennahda dites "Ligues de protection de

la révolution" (LPR). Mais le pouvoir a fait la sourde oreille aux appels de dissolution de ce groupe responsable d'une attaque spectaculaire en décembre contre le siège de l'UGTT et du meurtre en octobre de Lotfi Naguedh, un opposant battu à mort dans le Sud. Les ultras d'Ennahda ont même choqué en appelant à la libération des suspects dans ce meurtre.

VIOLENTES MANIFESTATIONS

Besma Khalfaoui, la veuve de Chokri Belaïd, a aussi accusé le gouvernement de l'assassinat de son mari, alors que des manifestations ont eu lieu aux cris de "Le peuple veut la chute du régime" dans la capitale et plusieurs régions du pays, où des locaux d'Ennahda ont été saccagés par la foule en colère.

Ils étaient plusieurs centaines à défiler jeudi sur l'avenue Habib-Bourguiba à Tunis, haut-lieu de la révolution de 2011. Ils se dirigeaient vers le ministère de l'intérieur, essuyant des tirs de grenades lacrymogènes de la police. La veille, des heurts ont fait un mort dans les rangs de la police.

A Gafsa, ville instable du bassin minier tunisien, des centaines de manifestants anti-islamistes affrontaient violemment les forces de police jeudi. Les manifestants, qui procédaient à des funérailles symboliques de Chokri Belaïd, ont jeté un cocktail Molotov sur les policiers, qui ont répliqué par des tirs massifs de grenades lacrymogènes. La manifestation était organisée par le Front populaire, une alliance de partis de gauche et d'extrême gauche à laquelle appartenait M. Belaïd.

Les établissements scolaires français en Tunisie seront exceptionnellement fermés vendredi et samedi, a annoncé jeudi l'ambassade de France sur son site internet.

http://www.lemonde.fr/tunisie/article/2013/02/07/la-tunisie-en-prise-a-un-climat-deletere-de-haine-et-de-violence_1828631_1466522.html

La Tunisie en prise à un climat délétère de haine et de violence

Le Monde.fr | 07.02.2013 à 15h50 • Mis à jour le 07.02.2013 à 16h01 Par Hélène Sallon

A Tunis, devant le ministère de l'intérieur, sur l'avenue Habib-Bourguiba, mercredi 6 février. L'émotion est considérable dans tout le pays après l'assassinat de l'opposant Chokri Belaïd le matin même.

L'assassinat par plusieurs tirs de Chokri Belaïd, une figure de l'opposition de gauche, tué alors qu'il sortait de son domicile, mercredi 6 février, est le premier meurtre d'une figure politique importante en Tunisie. "C'était l'une des personnalités politiques les plus virulentes à l'égard du gouvernement formé par le parti islamiste Ennahda. Il a accusé leurs Ligues de protection de la révolution de mener des actions violentes et a appelé à leur dissolution. C'était un figure de la gauche donc, pour les islamistes, il faisait partie des koufar, des mécréants. L'ironie, c'est que la veille, il avait donné une conférence sur la violence en Tunisie et insisté sur la nécessité d'avoir un dialogue national contre la violence", indique Amna Guellali, responsable de l'organisation Human Rights Watch (HRW) en Tunisie. Une personnalité haute en couleur, qui n'avait pas froid aux yeux et disait ses quatre vérités à tout le monde.

Aux yeux des organisations de défense des droits de l'homme actives dans le pays, cet assassinat constitue le dernier acte d'une longue liste d'attaques verbales et physiques. Déjà, le 18 octobre 2012, Lotfi Naguedh, le secrétaire général du parti laïc Nida Tounès et secrétaire général de l'Union des agriculteurs à Tataouine, avait été tué en pleine rue. "L'enquête est en cours, mais il a été lynché par la foule donc c'est moins clair et moins évident que l'assassinat par balles et à bout portant d'une figure comme Chokri Belaïd", indique Amna Guellali. "Il éclaire d'un nouveau jour un climat délétère de violence politique face auquel les Tunisiens se sentent menacés", commente Hassiba Hadj-Sahraoui, responsable Tunisie pour Amnesty International. Il intervient en effet dans un contexte de violences de plus en plus généralisées en Tunisie.

UNE LONGUE LISTE D'ATTAQUES

"On a observé de nombreux incidents, des attaques contre des militants lors de réunions publiques de l'opposition, des attaques contre des journalistes et des artistes, indique Amna Guellali de HRW. Ce sont des attaques perpétrées par des groupes avec un arrière-fond religieux, comme des groupes se revendiquant des salafistes." En avril 2012, le porte-parole du réseau laïc Doustourna, Jaouhar Ben Mbarek, et des membres de son réseau ont été attaqués lors d'une réunion à Souk El-Ahad, dans le sud tunisien. "Un groupe de salafistes a fait irruption dans le local où avait lieu la réunion. L'un avait un couteau. M. Mbarek a raconté qu'il aurait pu être assassiné", précise la responsable de HRW, qui indique qu'aucun élément ne permet de penser qu'une enquête a été ouverte par les autorités.

En juin, l'exposition d'art contemporain "Printemps des arts" à Tunis, a été attaquée par plusieurs salafistes qui ont considéré que plusieurs des œuvres étaient insultantes pour l'islam. Les violences qui avaient suivi avaient poussé les autorités tunisiennes à décréter un couvre-feu. En août, à Bizerte, dans le nord du pays, la manifestation culturelle "Un jour pour la Palestine" a été interrompue par une agression violente dans laquelle plusieurs personnes ont été blessées. "Le groupe associatif à l'origine de l'événement avait invité une figure importante de la résistance libanaise, de confession chiite. Certaines tendances salafistes considèrent les chiites comme des mécréants", précise Mme Guellali.

"UN DISCOURS D'INCITATION À LA HAINE DANS LES MOSQUÉES"

La violence perpétrée par les Ligues de protection de la révolution, que dénonçait Chokri Belaïd, est difficile à établir. Ces ligues ont été formées par une coalition d'islamistes et de militants d'extrême gauche dès la chute du régime de Ben Ali pour protéger les quartiers des violences. Elles ont été constituées légalement en tant qu'associations. "Pas mal de personnes s'en sont progressivement retirées et ont été remplacées par d'autres, dont on dit que beaucoup sont des membres d'Ennahda. Elles viennent aux réunions des opposants pour les interrompre. Certains sont soupçonnés d'avoir participé au lynchage de Lotfi Naguedh", indique Amna Guellali. "La réunion organisée au Kef, le 2 février, par Chokri Belaïd a été interrompue par des personnes et des groupes qu'il a accusés d'être des Ligues de protection de la révolution", précise-t-elle.

"En arrière-fond, l'on a un discours d'incitation à la haine dans les mosquées et même venant de personnalités connues", condamne encore la responsable d'HRW. Lors du "Printemps des arts" à Tunis, l'imam de la mosquée de la Zeitouna, à Tunis, placée sous la supervision de l'Etat, a déclaré que les personnes qui avaient fait ces œuvres offensaient l'islam et devaient être tuées. Des vidéos ont circulé dans lesquelles des prédicateurs de l'île de Jarzis ont appelé

au meurtre de Chokri Belaïd et d'Ahmed Nejib Chebbi, le chef du Parti républicain. Ces appels au meurtre ont été lancés contre eux car ils avaient soutenu cette manifestation et s'y étaient rendus. Ahmed Nejib Chebbi a par ailleurs déclaré, jeudi 6 février, qu'il figurait "sur une liste de personnalités à assassiner" et qu'il bénéficiait d'une protection officielle.

"IMPUNITÉ " ET "LAXISME"

"Les autorités et les instances dirigeantes d'Ennahda ont toujours eu les paroles adéquates en public. Le parti islamiste et son chef, Rached Ghannouchi, ont toujours condamné publiquement les différents incidents", assure Hassiba Hadj-Sahraoui d'Amnesty International. Nuançant toutefois : "Mais, leur discours est très ambigu. En Tunisie, on a le sentiment d'un double discours, l'un pour les partenaires politiques et économiques internationaux et l'un pour la nation." Comme l'avait révélé la vidéo d'une rencontre entre Rached Ghannouchi et des salafistes en octobre 2012 où s'exprimait une certaine connivence et complaisance de M. Ghannouchi à l'égard des salafistes.

Les propos de certains membres du parti islamiste sont parfois sans ambiguïté. "Il y a quelques jours, dans un communiqué de presse, le majlis al-choura, le comité directeur du parti islamiste au pouvoir Ennahda, a appelé à relâcher les personnes suspectées d'être impliquées dans la mort de Lotfi Nagedh, les considérant elles-mêmes comme des victimes. Un député d'Ennahda au sein de l'Assemblée constituante a même appelé pendant une séance à leur libération", dénonce encore Mme Guellali. "L'ancien dirigeant du parti Ennahda, Sadok Chourou, a dit que les manifestants devaient être punis, en appliquant notamment des châtiments corporels", ajoute Hassiba Hadj-Sahraoui d'Amnesty International.

Quelque soit la position exprimée par les autorités et le parti au pouvoir, les condamnations verbales ne sont plus suffisantes, estiment les organisations. Elles s'inquiètent du "climat d'impunité" dont jouissent les auteurs de ces attaques et du "laxisme des autorités". Un laxisme qui alimente le manque de confiance envers les autorités et le système judiciaire. "La carence des autorités à répondre à ces violences est encore plus inquiétante que ces violences elles-même", indique Hassiba Hadj-Sahraoui. "Dans certains cas, comme lors des manifestations autour du procès du directeur de Nessma TV, pour avoir diffusé le film Persépolis, des manifestants ont été attaqués par des salafistes sans que la police n'intervienne", ajoute-t-elle. Deux ans après la révolution, les appareils sécuritaires et judiciaires ne sont pas perçus comme neutres et indépendants.

AUCUNE CONDAMNATION

Les actions concrètes se font attendre. Il n'y a eu aucune condamnation jusqu'à présent, indique les organisations de défense des droits de l'homme. "L'on observe aucun progrès quelconque des enquêtes dans ces affaires. Nous avons demandé des informations au ministère de l'intérieur sur l'avancée des enquêtes. Nous n'avons reçu aucune réponse", indique Amna Guellali. "On leur a donné l'occasion de s'expliquer sur ces incidents. Ils n'ont pas donné suite, c'est étonnant. Il y a peut-être un désordre en interne qui fait qu'ils n'arrivent pas à s'organiser", poursuit-elle. Dans certains cas, les organisations observent une position ambiguë de la part des autorités. "Dans le meurtre de Lotfi Nagedh, le porte-parole du ministère de l'intérieur a déclaré, avant même que l'autopsie soit complétée, qu'il était décédé des suites d'une attaque cardiaque. C'était précipité, irrespectueux, d'autant plus que cela a été infirmé plus tard. C'est en contradiction avec une enquête sérieuse", relève Amna Guellali.

Les autorités tunisiennes ont à une seule occasion fait preuve de fermeté : lors de l'attaque de l'ambassade américaine à Tunis, le 11 septembre 2012. "Il y a eu une pression énorme des Etats-Unis qui a provoqué l'excès inverse. Les autorités ont eu une réaction visant à l'apaisement, mais qui ne traduit pas une volonté d'attaquer le problème à la source", indique Hassiba Hadj-Sahraoui d'Amnesty International. Des consignes claires ont été données pour arrêter des membres de groupes salafistes. Une centaine d'entre eux ont été arrêtés. Les enquêtes et les poursuites judiciaires sont en cours. "Là non plus, ce n'est pas clair car on ne sait pas si les personnes arrêtées sont réellement les auteurs de ces violences. Certaines ont été libérées", note Amna Guellali. "On enquête toujours sur cette affaire car il est difficile de savoir si l'enquête a été menée de façon appropriée avec l'utilisation de preuves concrètes ou si les autorités ont simplement fait un grand coup de filet dans les milieux salafistes."

Hélène Sallon

<http://journalmetro.com/monde/235221/tunisie-le-plan-de-sortie-de-crise-rejete/>

07/02/2013 **Mise à jour:** 7 février 2013 | 12:51

Tunisie: le plan de sortie de crise rejeté

Par Bouazza Ben Bouazza The Associated Press



The Associated Press

TUNIS, Tunisie – Le parti islamiste qui domine la coalition au pouvoir en Tunisie a rejeté, jeudi, la décision du premier ministre issu de ses rangs de remplacer le gouvernement pour tenter d'apaiser les critiques, signe que la crise née de l'assassinat d'un politicien de l'opposition est encore loin d'être résolue.

Quelques dizaines de personnes ont par ailleurs tenté de manifester devant le ministère de l'Intérieur à Tunis, mais des tirs de gaz lacrymogènes les ont forcés à se disperser. Les forces de l'ordre semblent avoir voulu éviter les violentes manifestations qui ont secoué le centre de la capitale mercredi.

Le rejet de la dissolution du gouvernement par le parti Ennahda remet en questions les efforts pour résoudre la pire crise politique à ébranler la Tunisie depuis la révolution de 2011, et indique que les divisions ne touchent pas seulement le gouvernement islamiste et l'opposition laïque, mais également le parti au pouvoir.

La principale centrale syndicale tunisienne a en outre déclaré une grève générale vendredi pour dénoncer l'assassinat de Chokri Belaïd, une décision qui risque de paralyser le pays et d'enflammer les tensions.

M. Belaïd, qui critiquait sa ménagement le parti Ennahda, a été tué à bout portant par des inconnus alors qu'il sortait de chez lui à Tunis mercredi. Ses proches et ses alliés accusent le parti islamiste d'être complice de sa mort.

La capitale tunisienne était plutôt calme jeudi, mais des émeutes ont été signalées dans la ville minière de Gafsa, dans le sud du pays, où le Front populaire, une coalition de partis de gauche dont faisait partie M. Belaïd, dispose de larges appuis.

La Tunisie est considérée comme un modèle de la transition vers la démocratie depuis le soulèvement populaire qui a renversé le dictateur Zine el-Abidine Ben Ali et donné le coup d'envoi du Printemps arabe, mais les violences politiques et les allégations de négligence gouvernementales ont déçu les espoirs des militants pro-démocratie. La nouvelle crise fait craindre que la Tunisie ne soit plus une exception à l'instabilité qui touche la région depuis deux ans.

http://www.lemonde.fr/tunisie/article/2013/02/07/en-tunisie-il-y-a-eu-un-repli-sur-un-discours-identitaire-et-populiste_1828849_1466522.html

En Tunisie, "il y a eu un repli sur un discours identitaire et populiste"

Le Monde.fr | 07.02.2013 à 21h03 • Mis à jour le 07.02.2013 à 21h47

Le premier ministre tunisien, Hamadi Jebali, a annoncé mercredi 6 février qu'il formera un "gouvernement de compétences nationales sans appartenance politique" après l'assassinat de l'opposant Chokri Belaïd, qui a déclenché une vague de violences en Tunisie. Ce gouvernement "aura un mandat limité à la gestion des affaires du pays jusqu'à la tenue d'élections dans les plus brefs délais", a-t-il déclaré dans une adresse télévisée à la nation.

Le chef du groupe parlementaire Ennahda, dont est issu Hamadi Jebali, a opposé une fin de non-recevoir à la formation d'un gouvernement de technocrates apolitiques. "Nous avons refusé cette proposition (...). Le chef du gouvernement a pris cette décision sans consulter la coalition [gouvernementale] ni le mouvement Ennahda", a annoncé Sahbi Atig, alors que tout cabinet doit être approuvé par l'Assemblée nationale constituante (ANC), où Ennahda contrôle 89 des 217 sièges.

Vincent Geisser, politologue et spécialiste de la Tunisie, analyse la décision du premier ministre tunisien, ainsi que le refus opposé par le parti islamiste Ennahda.

Pourquoi le premier ministre tunisien, Hamadi Jebali, a-t-il pris la décision de former un gouvernement de technocrates ?

Le gouvernement de technocrates s'inscrit dans la culture de la transition démocratique en Tunisie. Dès la chute de Ben Ali, s'est posée la question de la formation d'un gouvernement et plusieurs voix se sont élevées pour dire que dans cette période d'incertitude et d'instabilité, le régime technocratique devait s'imposer. Les premiers ministres successifs, que ce soit

Mohamed Ghannouchi ou Beji Cassi Essebsi, ont utilisé ce type de gouvernement pour se légitimer.

Aujourd'hui, ce régime technocratique ressort car on se trouve dans une période de turbulences et de zones grises comme à la chute de Ben Ali. Face à ces incertitudes et à la bipolarisation de la société tunisienne, annoncer la formation d'un gouvernement de technocrates est une façon de rassurer le peuple et de recrédibiliser le gouvernement qui fait l'objet de critiques acerbes de la part des opposants, des membres de la coalition et même des islamistes déçus. Il est question de regagner une crédibilité politique dans un contexte politique, économique et social incertain.

La grande surprise est que cette idée ressort alors que le gouvernement en place dispose de la majorité politique et parlementaire. Cela montre l'ampleur de la crise politique.

Est-ce aussi un aveu d'échec du gouvernement actuel dans la gestion du pays ?

Il n'est pas sûr qu'on soit sur un registre d'évaluation du gouvernement et de son bilan en matière de politiques publiques car l'administration tunisienne, la machine gouvernementale n'a pas connu d'énormes bouleversements. Il y a eu quelques actes relevant de l'amateurisme politique et du népotisme dans des nominations, des erreurs d'ajustement politique avec une tendance à vouloir remplacer l'hégémonie de l'ancien parti unique par une hégémonie islamiste. Mais il est trop tôt pour tirer le bilan de l'action économique et sociale du gouvernement.

On est vraiment dans un échec politique d'un gouvernement islamiste qui voulait se donner une image d'honorabilité politique, en se montrant ouvert, et qui a échoué à créer une cohésion politique et à se donner une crédibilité politique. Des acteurs politiques n'ont cessé de lui renvoyer l'image d'un parti islamiste. Une image qu'ils n'ont pas su dépasser et qu'ils ont même alimentée.

Comment s'explique le vote de refus de la direction du parti Ennahda contre la décision prise par le premier ministre Hamadi Jebali, lui-même issu de cette formation ?

On est vraiment dans une phase de radicalisation depuis six mois avec d'un côté, des éléments radicalement anti-islamistes comme le parti Nida Tounes ou la gauche, et de l'autre, des islamistes qui se sont ouverts aux conservateurs de leur bord, comme les salafistes, davantage qu'aux différentes composantes de la société. Il y a eu un repli sur un discours identitaire et populiste pour flatter le supposé électorat islamiste, avec des débordements au sein du parti.

Le refus du gouvernement technocratique s'exprime d'ailleurs dans ces deux camps avec la mise en avant de deux légitimités concurrentielles. Les opposants estiment que les islamistes ne sont plus légitimes du tout. Le parti conservateur Nidaa Tounes s'appuie sur une légitimité sécuritaire pour demander leur départ, estimant que les islamistes créent une instabilité car ils sont des éléments contre-nature dans une société profondément laïque. Le parti Ennahda s'est lui radicalisé sur une frange islamiste et populiste. Il invoque une légitimité électorale de type populiste pour refuser un gouvernement de technocrates.

Les victimes de cette polarisation sont le président de la Constituante, Mustapha Ben Jaffar, et le président de la République, Moncef Marzouki, car ils sont entrés dans une coalition au pouvoir avec Ennahda. Leurs discours de modération ne prennent plus. Ils sont inaudibles

quand ils appellent à l'union nationale et au dépassement d'une opposition manichéenne entre laïcs et religieux.

Quels sont les rapports de force au sein du parti Ennahda entre une frange jugée modérée, à l'instar de Hamadi Jebali, et une frange plus radicale ?

On aurait pu penser que Ennahda allait suivre la stratégie du parti islamiste turc de l'AKP d'ouverture libérale et démocratique pour rassurer les Occidentaux en se désislamisant et en mettant de côté le régime identitaire et religieux pour se normaliser. Cela était plausible au vu des discours de leur chef Rached Ghannouchi, qui jouait là-dessus. Or, on voit que Hamadi Jebali reste lui dans ce registre, alors que celui qui le défendait le plus et se posait en arbitre de cela, Rached Ghannouchi, a pris le parti du camp identitaire. Hamadi Jebali se retrouve en porte-à-faux, mettant en avant un registre pragmatique face à une direction du parti qui est identitaire. Il est minoritaire, comme le montre le vote de la direction du parti.

On ne sait pas s'il devrait démissionner face à ce désaveu. Cela pourrait avoir un effet salvateur en amenant à une clarification et à une scission au sein du parti, entre une ligne conservatrice majoritaire et une ligne démocratisante qui formerait un nouveau parti libéral conservateur, ayant une petite identité religieuse. Cette ligne serait sans aucun doute minoritaire à court terme, mais peut-être pas à long terme.

Propos recueillis par Hélène Sallon

<http://blogs.rue89.com/tunisie-libre/2013/02/07/la-tunisie-sous-haute-tension-au-lendemain-de-lassassinat-de-chokri-belaïd-229591>

La Tunisie après l'assassinat de Chokri Belaïd : « le jour où tout peut arriver »

Thierry Brésillon

Journaliste

Publié le 07/02/2013 à 12h23

Au lendemain de l'assassinat du leader de gauche laïque Chokri Belaïd, la Tunisie vit des heures intenses, jeudi et vendredi. Sur trois « fronts » :

- Les funérailles de Chokri Belaïd sont prévues vendredi après-midi ;
- La proposition du premier ministre de former un gouvernement de technocrates fait des vagues, notamment dans son propre camp, celui du parti islamiste Ennahda ;
- Les avocats et magistrats sont en grève ce jeudi à la mémoire de leur collègue assassiné, suivis vendredi par une grève générale en Tunisie.

Les événements en chronologie inversée (pensez à rafraichir cet article qui sera enrichi en permanence).

17h50

Ça dégénère grave à Kélibia, vile côtière du nord-est de la Tunisie. Un poste de police brûlé. Des magasins saccagés et volés. Renfort militaire. (Essabah News)

17h30

Amira Yahyaoui, blogueuse et activiste de la société civile, tweete :

« Je sors de la maison de Chokri Belaid le cœur déchiré, sa femme me dit “tu as vu, les exécutions continuent” en parlant de Zouhair... »

« Zouhair » fait référence à Zouhair Yahyaoui, cyberdissident tunisien arrêté à l'époque de Ben Ali, en 2002, et mort d'une crise cardiaque en 2005.

17h05

« Pour avoir une idée sur l'escalade qu'a vécu Gafsa, regardez cette photo », écrit sur son compte Twitter @Azyyoz, un des activistes de la révolution tunisienne. A noter que le policier en civil tient apparemment une arme tirant des balles en plastique.

C'est à Gafsa, bastion ouvrier du sud de la Tunisie, que se sont produits les principaux heurts entre manifestants et forces de l'ordre au lendemain de l'assassinat à Tunis du leader de gauche Chokri Belaïd.



Forces de l'ordre à Gafsa, dans le sud de la Tunisie, jeudi (Ali Garboussi via Facebook)

16h40

Selon Amira Yahyaoui, membre de la société civile, jeudi au siège de la centrale syndicale UGTT, des SMS, mails et appels au standard avec des menaces de mort.

16h30

Les députés démocrates se sont retirés de la constituante : ils estiment indécent de siéger avant les funérailles de Chokri Belaïd prévues vendredi après-midi.

16h20

Prière a la Constituante pour Chokri Belaid. Les députés divisés sur la tenue d'une plénière.

16h15

Le site indépendant tunisien Nawaat.org s'est livré à un exercice délicat en posant la question « à qui profite le crime », l'assassinat de Chokri Belaïd. La réponse est nuancée :

« Les bénéficiaires sont nombreux et variés, allant des barbouzes de l'ancien régime à ses nostalgiques en passant par les dictateurs en puissance, quelle que soit leur couleur idéologique, rêvant d'un nouvel ordre liberticide en Tunisie, bâillonnant à nouveau le peuple, remettant le pays dans la cage de laquelle il est sorti tout seul avec sa Volonté de vivre et son désir de s'émanciper.

Le but premier des criminels est de faire avorter l'expérience démocratique naissante en Tunisie, et il peut être donc celui d'aventuriers de la politicaillerie, n'appartenant pas nécessairement à un même camp ni à une même sensibilité idéologique ou politique.

C'est cet aspect des choses qui fait l'extrême gravité du drame qui vient d'endeuiller le pays. Mais ne soyons pas dogmatiques, ne nous laissons pas aller à nos sentiments basiques, quoique légitimes, en ne manquant pas d'analyser sereinement les choses sans amalgame ni manichéisme. »

La suite sur Nawaat.

15h35

Mohamed Abbou, membre du gouvernement et secrétaire général du Congrès pour la République (CPR), un des partis de la « troïka », la coalition gouvernementale tunisienne : « nous ne sommes pas contre la proposition » du premier ministre Hamadi Jebali de former un cabinet de technocrates. Mais il ajoute : « mais nous voulons voir la liste d'abord. Pas d'ex pro Ben Ali ».

Abbou a également déclaré :

« on peut encore sauver la troïka, mais la balle est dans le camp de Ennahdha ».

15h30

Pourquoi les Tunisiens n'aiment toujours pas leur police... (vidéo à voir jusqu'au bout...).

Tunis, mercredi 6 février

14h55

Bilan de la réunion de la « troïka » au pouvoir : contrer le discours de « BCE » (Béji Caïd Essebsi), le président du parti d'opposition Nidaa Tounes, sur la dissolution de l'ANC (l'assemblée constituante). Divergence entre les partis CPR et Ennahdha sur la proposition du premier ministre Hamadi Jebali de former un gouvernement de technocrates.

14h00

Heurts entre policiers et manifestants dans la ville de Gafsa, bastion ouvrier dans le sud de la Tunisie.

13h50

C'est la photo qui résume cette journée de deuil : un homme au visage fermé, entièrement vêtu du drapeau tunisien, brassard noir au bras, passe des policiers anti-émeutes prêts à tout dans le centre de Tunis. Photo via Facebook, sur la page de Yahyaoui Chokri.



La Tunisie est en deuil (Yahyaoui Chokri via Facebook)

13h47

L'UGTT, la principale centrale syndicale tunisienne, décrète la grève générale vendredi, jour des funérailles de Chokri Belaïd. L'UGTT co-organisera ces funérailles avec le parti du leader de gauche assassiné.

13h45

Les larmes d'une enfant. La jeune fille de Chokri Belaïd pleure sur le cercueil de son père, jeudi matin à Tunis.

13h42

Principe de précaution : les dix écoles françaises de Tunisie seront fermées vendredi, jour des funérailles de Chokri Belaïd.

13h20

Réunion informelle des partis de la « Troïka » qui forment le gouvernement actuel, y compris les Islamistes d'Ennahdha. Habib Ellouz, l'un des hommes forts d'Ennahdha, appelle à calmer le discours contre l'opposition.

Amel Azzouz, une députée islamiste, s'exclame :

« Que toutes les idéologies politiques aillent au diable, il faut s'unir ».

13h15

Matinée de conclaves à Tunis : UGTT, groupes parlementaires, Ennahdha. Le jour où tout peut arriver.

13h10

Beaucoup d'émotion au siège du wataf, le parti de Chokri Belaïd.

13h05

Manif en cours Ave Habib Bourguiba, dans le centre de Tunis. Déploiement d'un service d'ordre musclé, la charge est imminente.

13h00

Devant le ministère de l'intérieur à Tunis : « degage » crie la foule. Face a eux, des policiers protègent leur ministère.

12h15



La une du Temps

Le quotidien tunisien Le Temps titre en manchette : « Un tournant grave ».

Et, relève Courrier International, il rapporte que « la famille de Chokri Belaïd accuse directement Ennahda ».

Le Temps se demande si le pays est face à un « début d'une série de meurtres planifiés ».

11h49

Un bon portrait de Chokri Belaïd dans African Manager.



Le portrait de Chokri Belaïd par le site African Manager (capture d'écran)

10h54

Certains cadres dirigeants du parti islamiste au pouvoir Ennahdha refusent la proposition du premier ministre, Hamadi Jabali, de former un gouvernement de technocrates. C'est le cas d'Abdelhamid Jelassi, membre du bureau exécutif du parti islamiste.

10h38

L'UGTT, le syndicat tunisien qui joue un rôle politique clé, tient une conférence de presse à Tunis au lendemain de l'assassinat de Chokri Belaïd.

10h09

Grève générale des avocats et magistrats tunisiens, ce jeudi, par solidarité avec leur collègue Chokri Belaïd.

9h44

La dépouille mortelle de Chokri Belaïd a quitté jeudi matin l'immeuble où il habitait dans le quartier de Menzah 6, direction Jebel Jelloud, le lieu de son enfance.

<http://nawaat.org/portail/2013/02/07/tunisie-situation-toujours-tendue-au-lendemain-de-l-assassinat-de-chokri-belaïd/>

Tunisie : Situation toujours tendue au lendemain de l'assassinat de Chokri Belaïd.



Poste de police saccagé et ses fournitures brûlées à Kelibia. Crédit image : Lengliz Nejib via Twitter

Au lendemain de l'assassinat de Chokri Belaïd la situation continue à être tendue dans le pays. Les citoyens sont encore descendus en nombre dans la rue dans plusieurs villes du pays. Les forces de l'ordre, sans doute énervées du fait du décès d'un policier hier, ont fait preuve de beaucoup d'agressivité.

A **Tunis** dès 9h une vingtaine de jeunes membres du Front Populaire s'est retrouvée devant le théâtre comme le raconte Selim Kharrat de l'ONG Al Bawsala. Ils ont été rejoints par une foule de personnes. Vers 12h ils se sont alors dirigés vers le ministère de l'Intérieur. Des jeunes lycéens et des étudiants se sont joints à la manifestation. Il y avait également beaucoup de curieux qui n'osaient pas s'approcher, sans doute par crainte des représailles suite à la manière dont les manifestants ont été dispersés la veille.

Devant le ministère les forces de l'ordre étaient présentes en nombre et ont même encerclé la foule. Il y avait une quinzaine de fourgonnettes ainsi que de nombreux policiers à moto. Les policiers avaient l'air sur les nerfs et très excités. Certains jeunes ont commencé à jeter des bouteilles d'eau, mais pas de pierre, toujours selon Selim Kharrat.

Deux bombes lacrymogènes ont été jetées par la police pour disperser la foule. Il y a alors eu un mouvement de foule important. La police a continué à utiliser des bombes de gaz lacrymogène, une vingtaine de bombes auraient été utilisées pour disperser le millier de manifestants présent et en 5 minutes toute l'avenue H. Bourguiba s'est vidée. Les policiers ont commencé à courser les manifestants à pied, en fourgonnettes et à motos, et ont opéré une vraie démonstration de force à grand renfort de cris et d'insultes, faisant également usage des sirènes de leurs véhicules et de hauts parleurs.

Il y a eu quelques échanges de pierres et de gaz lacrymogène mais qui n'ont pas duré. Plus tard dans l'après-midi la situation se serait calmée sur l'avenue H. Bourguiba.

En milieu d'après-midi les agences bancaires du centre ville auraient fermé par mesure de sécurité. Le centre commercial Center Park a également fermé ses portes après une tentative de pillage opérée par un groupe de casseurs.

Quatre fourgonnettes transportant des membres des forces d'intervention, en tenue antiémeute, ont pris position au niveau de la station de tramway République, en prévision d'une soirée qui s'annonce chaude dans ce quartier populaire de la capitale.

A Gafsa



Radio Voix des mines" width="625" height="468" class="size-large wp-image-16913" />
Manifestation à Gafsa – Crédit image : Radio Voix des mines

La situation était tendue comme l'explique une source sur place. Une manifestation avait lieu ce matin. Des milliers de manifestants se sont rassemblés au centre ville de manière spontanée comme on peut le voir sur cette vidéo de la Radio Voix des Mines :

La police très agressive a chargé la foule pour la disperser. Des membres de l'UGTT ont voulu réorganiser la foule. Plusieurs manifestants se sont réfugiés dans leur local. La police a alors tiré des gaz lacrymogènes à l'intérieur pour déloger les manifestants, avant d'envahir le local.

Malgré les tentatives des forces de l'ordre pour disperser la foule les affrontements ont continué dans les quartiers autour du centre ville.

Il semble qu'en plus des forces de l'ordre des groupes de jeunes de 16-17 ans ont tentés de disperser la foule. Des jeunes dont l'appartenance est inconnue.

Une rumeur disait qu'un enfant était mort du fait de l'inhalation de gaz. L'information a été démentie sur Radio Gafsa par une source médicale.

A **Sfax** le centre ville serait plongé dans le chaos. Il y aurait saccage et pillage de magasins. Des bandes armées se seraient baladé dans la rue. Le local du parti Ennahdha aurait été incendié. Les commerces ont fermé par peur des pillages qui ont lieu et les gens sont rentrés chez eux. Les banques ont également fermé.

scène de pillage et violence extrême au centre ville de Sfax

A **Mahdia** dans la matinée des avocats et des citoyens ont manifesté devant le siège du parti Ennahdha.



Manifestation à Mahdia – Crédit image : Sami Sakka

A **Kelibia** la situation a aussi dégénéré. Un feu a été allumé devant le poste de police, le local de Ennahdha aurait été incendié et des gens auraient essayé de prendre d'assaut un magasin :

Selim Kharrat explique que la démonstration de force de la police n'augure rien de bon pour la grève générale qui doit avoir lieu demain.

Il pense que la Tunisie est maintenant dans un tournant qui va accélérer les choses. « *Il y a une déstabilisation des rapports de forces du fait de la scission qui se dessine au sein du parti Ennahdha entre Hamadi Jebali et le camp des islamistes démocrates et en face Rached Ghannouchi et un camp plus dur.* »

« *La décision unilatérale de Hamadi Jebali, alors qu'il n'est que le numéro deux du parti, qu'il n'est que le secrétaire générale est une décision prise en tant que chef d'Etat. (...) cette manœuvre place les députés face à leur responsabilité, eux qui n'ont pas réussi à se mettre d'accord sur un remaniement ministériel depuis des mois.* »

<http://www.businessnews.com.tn/Tunisie-%E2%80%93-Journ%C3%A9e-tumultueuse-%C3%A0-Sfax,-saccages-et-actes-de-vandalisme,520,36163,3>

Tunisie – Journée tumultueuse à Sfax, saccages et actes de vandalisme



07/02/2013 20:36

Des violences ont éclaté dans la ville de Sfax, aujourd'hui, jeudi 7 février 2013, où des pilliers et des casseurs se sont attaqués à de nombreux commerces, à différents endroits de la ville. Plusieurs quartiers ont été touchés, notamment, l'Avenue 5 Août et Ennasria, où les vandales, munis de bâtons et d'armes blanches, ont pillé des commerces et saccagé des voitures en stationnement.

Plutôt dans la matinée, quelques 3000 à 5000 manifestants, selon une source sécuritaire, ont pris d'assaut le siège du gouvernorat de Sfax, scandant des slogans hostiles à Ennahdha et au gouvernement de Hamadi Jebali. Les assaillants ont escaladé les murs externes du bâtiment, malgré la présence de membres de l'armée nationale, mais n'ont pas pu s'introduire à l'intérieur.

Si de nombreux témoins oculaires reprochent l'absence des forces de l'ordre sur les lieux des violences, une source sécuritaire confirme à Business News que des agents ont été déployés suffisamment afin de protéger de nombreux établissements des saccages.

S.T.

8-02-2013 : Tunis – 200 Arrestations à Sfax , et l'incendie de la prison de Sfax est une intox

AfricanManager

Des sources policières ont informé Jeudi que les unités de la police et de l'armée à Sfax ont procédé à l'arrestation de 200 délinquants, âgés de 15 à 25 ans ,à la suite des actes de violence et de pillage qui se déroulés dans la ville lors des derniers évènements .

En fait , Sfax a vu ses commerces, cafés et administrations fermer jeudi 7 février dans l'après-midi, après la multiplication des actes de violence et de pillage, notamment à la fourrière municipale et dans un grand supermarché de la ville.

Un groupe de jeunes à moto, les Black Block, circule dans la ville et menace les commerces, d'après notre correspondant à Sfax. La population aurait demandé le renforcement des patrouilles sécuritaires, selon radio Shems FM .

D'autre part , des sources des forces de sûreté et de l'armée ont affirmé à Shems FM que la prison de Sfax n'a pas été incendiée, contrairement à ce qui a été propagé sur le réseau social Facebook ce jeuid 7 février.

Tunisie – scènes de pillage à Sfax, Moknine et Ksar Helal

News, Société | LM | 8 février, 2013 à 00:07



La ville de Sfax connaît en cette soirée des débordements sécuritaires graves. Des casseurs et pilleurs s'en prennent aux magasins et grandes surfaces. Au moins une voiture a été incendiée.

L'armée est intervenue en début de soirée pour sécuriser les édifices et les batiments publics et privés.

D'un autre côté, les villes mitoyennes de Moknine et Ksar Helal, du gouvernorat de Monastir sont, depuis le début de la soirée, en proie à des bandes organisées de pilleurs, qui saccagent et volent tout ce qui leur tombe sous la main.

Les magasins d'électroménager et d'électronique semblent être très prisés par eux.

Les forces de l'ordre paraissent dépassées.

<http://directinfo.webmanagercenter.com/2013/02/08/obseques-de-chokri-belaid-on-pille-a-jendouba/>

Obsèques de Chokri Belaid : On l'enterre à Tunis, mais on pille à Jendouba...

08 fév 2013 | 15 h 43 min |

Des actes de pillage ont été observés à Jendouba où la police a procédé à des arrestations des délinquants.

Dans cette ville, des obsèques symboliques du martyr Chokri Belaid ont été organisées.

M.F.

<http://www.africanmanager.com/147068.html>

8-02-2013 : Tunisie : Une marée humaine a accompagné Chokri Belaid à sa dernière demeure

AfricanManager

Des millions de Tunisiens ont rendu, ce vendredi 8 février, un ultime hommage à Chokri Belaid, assassiné, mercredi, alors qu'il quittait son domicile. A Tunis, pas moins d'un million 400 mille personnes ont accompagné le martyr jusqu'à sa dernière demeure dans une atmosphère empreinte d'un émouvant recueillement mais aussi d'une vive colère suscitée par cet acte odieux et unique dans les annales de la Tunisie moderne.

Cette colère vise principalement le pouvoir islamiste comme en témoignent les multiples slogans scandés par les jeunes et moins jeunes qui ont participé aux obsèques nationales faites à l'illustre disparu

Dès les premières heures de la matinée, les citoyens ont commencé à affluer vers le domicile parental de Chokri Belaid dont la dépouille a été déposée à la maison de la culture de Jebel Jelloud, sa ville natale, pour permettre à des centaines de milliers de Tunisiens de défiler devant son cercueil.

Le cortège funèbre s'est ensuite ébranlé vers le cimetière de Jellaz. Le cortège funèbre a mis plusieurs heures pour y arriver d'une véritable marée humaine évaluée par les services du ministère de l'Intérieur à 1,4 million. Une mobilisation record alors que la population tunisienne compte moins de 11 millions d'habitants.

Bravant la pluie et le mauvais temps, la foule scandait des slogans contre le régime et le parti islamiste au pouvoir Ennahda: «Ghannouchi, assassin, criminel», «La Tunisie est libre, terrorisme dehors».

Les funérailles ont été marquées par des incidents et quelques affrontements avec les forces de l'ordre qui ont tiré des gaz lacrymogènes sur des casseurs qui ont mis le feu à une dizaine de voitures face au cimetière, dans le sud de Tunis, où l'opposant devait être inhumé,

provoquant un bref mouvement de panique, selon un policier. Une épaisse fumée et des flammes étaient visibles aux abords du cimetière.

Pendant ce temps, sur l'avenue Habib Bourguiba au cœur de Tunis, les policiers ont pourchassé à coup de matraque et de gaz lacrymogènes des dizaines de jeunes manifestants hostiles au pouvoir scandant "dégage, dégage", cri de ralliement lors de la révolution de 2011 qui a renversé le régime de Zine El Abidine Ben Ali.

Pour les funérailles de Chokri Belaid, le pays était paralysé par une grève générale à l'appel de partis et de l'Union générale tunisienne du travail (UGTT).

Un impressionnant dispositif y était déployé comprenant des militaires, des unités anti-émeutes casquées ainsi que des éléments en civil cagoulés armés de bâtons.

Des hélicoptères de l'armée survolaient Tunis où des camions militaires ont été déployés avenue Bourguiba, épice des heurts ces derniers jours qui ont coûté la vie à un policier. Un autre policier était vendredi dans le coma après avoir été tabassé dans la nuit par des manifestants à Gafsa.

Les militaires ont été aussi déployés dans les villes de Zarzis (sud), autre point chaud près de la frontière libyenne, à Gafsa (centre), et à Sidi Bouzid, berceau de la révolution de 2011, devant les principales administrations.

Dans ces villes et ailleurs, des centaines de personnes défilaient en scandant "Assassins" et "Chokri repose toi, on continuera ton combat". A Gafsa, de brefs heurts ont opposé policiers et manifestants.

Pourtant l'UGTT a appelé à une "grève pacifique contre la violence" et les autorités ont demandé aux citoyens "d'éviter tout ce qui porterait atteinte à la sécurité publique.

<http://www.gnet.tn/temps-fort/tunisie-des-funerailles-imposantes-entachees-par-des-actes-de-violence-video/id-menu-325.html>

Tunisie, Funérailles imposantes entachées par des actes de violence Vidéo

Publié le Vendredi 08 Février 2013 à 17:38

Plusieurs dizaines de milliers de citoyens ont accompagné en ce début d'après-midi le cortège funèbre de feu Chokri Belaid, inhumé ce vendredi 08 février au Cimetière du Djellaz.

Des citoyens venus de tous les quartiers de Tunis et de des villes avoisinantes se sont amassés par milliers aux différents endroits indiqués et se sont dirigés vers le cimetière. Vers 10h du matin, un des groupes a traversé l'avenue Habib Bourguiba, ensuite l'avenue de Carthage, prenant la direction de Djebel Djelloud, lieu de résidence parentale de Chokri Belaid, d'où allait sortir sa dépouille.

Là bas se trouvait une grande foule de plusieurs de milliers de personnes, ainsi que des habitants du quartier qui étaient sur les toits des maisons, d'autres personnes étaient perchées sur l'échangeur. Des dizaines de voitures étaient garées tout au long de la route. La foule avançait à pas pressés dans le calme, et les citoyens portaient à bout de bras, le drapeau de la

Tunisie, celui de l'UGTT , ou des photos de celui qui fût un fervent défenseur de la classe ouvrière et un leader de la gauche, le martyr de la Tunisie Chokri Belaid.

Des jeunes, des moins jeunes, beaucoup d'hommes et, probablement autant de femmes que d'hommes, et surtout des sympathisants du mouvement des patriotes démocrates, celui de Chokri Belaid. Des slogans étaient scandés à la mémoire de ce que l'on considère comme un martyr de la nation, et puis on entonnait l'hymne national. La foule devenait de plus en plus compacte, quand elle a eu signe de faire demi-tour, car le cercueil aurait déjà quitté la maison de la culture de Djebel Djelloud, où il avait été posé pendant quelques heures, pour une veillée symbolique.

La foule rebrousse chemin, et reprend le chemin du cimetière, sous la pluie et un vent glacial. A l'arrivée, des hommes et des femmes rentrent dans le cimetière, d'autres sont restés dehors en attendant que le cortège arrive. Il n'arrivera que vers 14h30, au milieu d'une foule immense. Le cercueil est à bord d'un véhicule militaire, entouré par des cadres de l'armée tunisienne.

Des actes de pillage, et de saccage se sont produits à l'approche de l'arrivée de la dépouille du défunt dans les environs du cimetière El Jellaz. Trois véhicules ont été incendiés et 20 à 30 voitures ont été saccagées par un groupe de délinquants, selon notre correspondant sur place Slim Slimi. Des affrontements ont eu lieu entre ces groupes et les forces de l'ordre qui ont échangé jets de pierre et bombes lacrymogènes. Les groupes de délinquants se sont dirigés même à la fourrière pour s'en prendre aux voitures et étaient poursuivis par la police.

Le cortège funèbre qui provenait de Bab Fella, avec des milliers de participants, dont des avocats, des figures politiques, des activistes, et des membres de la société civile, avait du mal à pénétrer au cimetière. Du côté du Dibozville, un avocat en robe noire a essayé de s'interposer entre ces groupes et les forces de l'ordre pour calmer le jeu, mais il n'y est pas parvenu.

Des paramédicaux ont quitté l'hôpital militaire pour essayer secourir des gens victimes d'asphyxie du fait du gaz lacrymogène, dont l'odeur suffocante se propageait même à l'intérieur du cimetière. C'était le chaos, pendant les funérailles, dans les parages du cimetière et de l'hôpital militaire où des milliers de gens se sont attroupées dont des mères accompagnées par leurs enfants en bas âge.

Retour à l'Avenue Habib Bourguiba. Ici, le dispositif de sécurité autour du ministère de l'intérieur est renforcé avec du fil barbelé, et des camions de police et de militaires. Des policiers en civil sont à tous les coins de rue, à l'affût du moindre débordement. Il n'empêche de que jeunes sont appréhendés portant des armes blanches, tentant de voler des voitures du côté de la gare TGM. La police lance à plusieurs reprises des bombes lacrymogènes pour les disperser. Au même endroit, une voiture a été découverte remplie d'armes blanches, nous confirment des témoins oculaires. A 15heures, l'Avenue est vide, sauf de la police. Ces derniers traversent la rue, poussant devant eux des jeunes, qu'ils auraient attrapés la main dans le sac.

Reportage de Chiraz Kefi et Selim Sélimi

Tunisie - Un policier, tabassé à Gafsa, dans le coma

31

08/02/2013 11:20

Un policier tunisien est dans le coma, après avoir été tabassé hier soir dans la ville de Gafsa, selon plusieurs médias français.

En effet, dans la nuit du 7 au 8 février 2013, de jeunes manifestants ont violemment sorti le fonctionnaire de sa voiture et l'ont battu à mort. Le policier, Walid Marzouki, est hospitalisé en réanimation à Gafsa et se trouve dans le coma selon des sources médicales et policières. Ces manifestants ont aussi incendié un poste de police de la ville.

Tunisie: de nouveaux heurts déclenchés au coeur de la capitale

(Xinhua)

08.02.2013 à 10h47

Après des affrontements mercredi faisant un mort parmi les forces de l'ordre, plusieurs cas d'évanouissement mais surtout un état de panique paralysant toutes activités économiques, de nouveaux heurts se sont déclenchés jeudi au coeur de la capitale tunisienne, toujours sur fond de l'assassinat mercredi de l'un des leaders de l'opposition Chokri Belaïd.

Principal artère du centre-ville de Tunis, l'avenue Bourguiba a abrité jeudi une marche de protestation organisée par des étudiants et partisans du Front populaire (coalition opposante de gauche), a constaté le correspondant de l'Agence de presse Xinhua.

Les manifestants ont scandé des slogans anti-gouvernementaux revendiquant la chute de l'actuel gouvernement voire même la dissolution de l'Assemblée constituante. Des manifestants se sont exprimés pour accuser certains partis politiques en relation avec l'assassinat de Chokri Belaïd tout en qualifiant ces partis de rétrogrades et fanatiques religieux.

Les forces de l'ordre renforcées par les unités anti-émeutes dépêchées en grand nombre sur place ont fait recours aux bombes lacrymogènes pour disperser les manifestants qui se sont enfuis dans les ruelles adjacentes à l'avenue Bourguiba.

A la veille des funérailles nationales de Chokri Belaïd prévue vendredi à Tunis qui coïncideront avec une grève générale sur tout le territoire tunisien, la situation semble être basculée vers l'escalade avec des heurts enregistrés ces deux derniers jours dans plusieurs provinces du pays où les policiers se trouvaient face à une mission double: sécuriser les citoyens et les biens publics et faire face à une spirale de [violence].

Tunisie : Scènes de violence et saccages de voitures lors des obsèques de Chokri Belaïd

TUNIS (Xinhua) - Alors que le cortège funèbre de Chokri Belaïd, l'un des militants de l'opposition tunisienne, se dirigeait lentement vendredi vers le cimetière du Jallez (au sud- de Tunis), des scènes de saccage et de braquage de voitures ont été enregistrées ce qui a poussé les unités anti-émeutes présentes massivement dans les alentours à intervenir.

Vendredi 8 février 2013 | 16:49 UTC

Quelques délinquants se sont attaqués aux voitures garées dans des parkings entourant le cimetière mettant même le feu à plusieurs véhicules de la place, comme l'a constaté le correspondant de l'Agence de presse Xinhua.

Les forces de l'ordre et des unités anti-émeutes se sont rapidement intervenues pour contrer ses tentatives de saccage et de braquage de voitures en faisant recours aux bombes lacrymogènes avant de pourchasser les délinquants dans les places et ruelles adjacentes au cimetière.

Les affrontements entre policiers et des manifestants présents lors des funérailles se sont propagés pour arriver à l'avenue Bourguiba (au coeur du centre-ville de Tunis) où un bon nombre de citoyens se sont rassemblés pour exprimer leur colère quant à la politique du mouvement islamiste au pouvoir avant d'être dissuadés par les agents de l'ordre usant les bombes lacrymogènes.

Sur instructions du chef d'Etat tunisien Moncef Marzouki, des obsèques nationales ont été organisées pour le défunt Chokri Belaïd assassiné mercredi 6 février 2013 quand il sortait de son domicile.

Tunisie : funérailles de Chokri Belaïd

09/02/2013 - 00:39 par Tamurt.info

Des dizaines de milliers de personnes se sont pressées, hier vendredi, sous la pluie, devant la dépouille de l'opposant Chokri Belaïd lâchement assassiné devant chez lui mercredi dernier. La foule a voulu lui rendre un dernier hommage en hurlant leur colère, leur rage contre ce régime islamiste tunisien.

Plusieurs policiers anti-émeutes étaient présents. Ils n'ont pas hésité à utiliser les gaz lacrymogènes et ont procédé à de nombreuses arrestations.

À Tunis : "France, dégage !"

Le Monde.fr | 09.02.2013 à 17h05 • Mis à jour le 09.02.2013 à 21h09 Par Isabelle Mandraud, envoyée spéciale à Tunis

Partagerfacebooktwittergoogle +linkedin



Vingt-quatre heures après l'immense cortège des funérailles de Chokri Belaïd, qui s'était mué en manifestation contre Ennadha, le parti islamiste au pouvoir, la réplique ne s'est pas faite attendre.

À l'appel des islamistes, quelques milliers de personnes se sont rassemblées samedi 9 février sur l'avenue Habib Bourguiba, la principale artère de la capitale, avec pour cible principale la France accusée d'ingérence dans la grave crise politique qui secoue la Tunisie.

"France dégage!" ont scandé les manifestants à deux pas de l'ambassade de France protégée par la police et l'armée. Beaucoup brandissaient des pancartes appelant le président français François Hollande "à faire attention: la Tunisie n'est pas le Mali".

Les déclarations de Manuel Valls, le ministre de l'intérieur français qui avait dénoncé, jeudi, sur Europe 1 un "fascisme islamique qui monte un peu partout", en citant notamment la Tunisie et l'Égypte, avaient été abondamment relayées sur les réseaux sociaux.

Et les appels maladroits à l'aide de la France, de partisans de la gauche tunisienne ont nourri la thèse du "complot contre la révolution" qui a mis fin, il y a deux ans, à l'ancien régime de Zine El Abidine Ben Ali.



"NOUS SOMMES UN PAYS INDÉPENDANT"

"Nous n'acceptons pas cette alliance de la gauche, de l'ancien régime et de la France" lance Mohamed Chalghoum, un avocat au milieu de la foule. L'accueil, pour les journalistes français, est rigoureusement poli mais ferme. "Il y a des gens qui veulent entraver ceux qui

sont nouveaux au pouvoir", assure Mohamed Nacer Mazhoud, un professeur de français. "Mais, attention, nous sommes un pays indépendant !"

Le même message est repris par Lotfi Zitoun, le conseiller politique du premier ministre Hamadi Jebali, qui harangue les manifestants au micro, juché sur une camionnette. *"Celui qui nous respecte, on le respecte, celui qui se mêle de nos affaires, on lui dit..."Dégage, Francia, dégage!"*, reprend en chœur la foule en balayant l'air de la main.

Mis en cause par l'opposition, en proie à de vives tensions internes, les responsables d'Ennahda, en appellent à *"l'unité des Tunisiens pour protéger la révolution"*.

Ici, pas de portrait de l'opposant assassiné, Chokri Belaïd, mais celui du policier mort dans les émeutes qui ont suivi le meurtre de l'avocat de gauche. *"Les médias n'en ont même pas parlé"* clament les manifestants. À chacun ses martyrs. *"Allah Akhbar!"* chante le cortège en agitant les drapeaux d'Ennahda et les étendards noirs de l'Islam radical.

Isabelle Mandraud, envoyée spéciale à Tunis

Des ministres indépendants aux postes régaliens

Le premier ministre tunisien Hamadi Jebali a assuré samedi que les ministères régaliens aux mains de son parti islamiste (Ennahda) seront remplacés par des indépendants dans le gouvernement apolitique qu'il veut former contre l'avis de son propre camp.

"Tous les ministres seront des indépendants, y compris à l'intérieur, la justice et aux affaires étrangères", a répondu M. Jebali à la chaîne d'informations France 24 qui l'interrogeait sur l'avenir de ces ministères clés auxquels le parti Ennahda refuse de renoncer.

"J'ai dû prendre cette décision sans consulter les partis politiques le jour de l'assassinat [de l'opposant Chokri Belaïd] de crainte que le pays ne bascule dans le chaos et l'irrationnel", a-t-il ajouté. Il a également répété être prêt à démissionner s'il ne parvenait pas à avoir un soutien large de la classe politique à son futur gouvernement.

Le chef du gouvernement, par ailleurs secrétaire général d'Ennahda, est entré en conflit ouvert avec la direction de son mouvement en annonçant mercredi vouloir former un gouvernement apolitique, alors que les violences en Tunisie se multipliaient après l'assassinat de Chokri Belaïd. (AFP)

http://www.lemonde.fr/tunisie/article/2013/02/09/les-partis-islamistes-eprouves-par-le-pouvoir_1829534_1466522.html

Les partis islamistes éprouvés par le pouvoir

LE MONDE | 09.02.2013 à 11h16 • Mis à jour le 10.02.2013 à 09h28 Par Christophe Ayad

Une Tunisienne regarde le cortège de manifestants contre l'assassinat de Chokri Bellaïd, le 7 février.

En Tunisie, en Egypte, mais aussi au Maroc, qui n'a pourtant pas (encore ?) été traversé par l'onde de choc des révolutions arabes, les islamistes dits modérés, c'est-à-dire les Frères

musulmans, ont largement remporté les premières élections libres qui ont suivi les soulèvements de 2011. Certains observateurs s'en sont étonnés, soulignant que les islamistes n'avaient pas déclenché ces révolutions ou que les demandes exprimées par la jeunesse dans la rue n'avaient rien de religieux.

C'était oublier que les formations issues des Frères musulmans, Ennahda en Tunisie et le Parti de la liberté et de la justice (PLJ) en Egypte, jouissaient, auprès des électeurs, de leur aura d'opposants historiques aux anciens régimes et de victimes absolues de la répression. Dans ce sens, le vote islamiste était le contraire d'un retour en arrière.

C'était oublier aussi que les militants islamistes, rompus à la clandestinité en Tunisie et à l'action caritative en Egypte, étaient les seuls à avoir effectué un travail de quadrillage social qui s'est révélé fructueux au moment des élections. C'était enfin ne pas comprendre que les islamistes incarnaient auprès de la majorité silencieuse le rejet de l'ancien système et l'espoir de retour rapide à l'ordre et à la stabilité.

Des Egyptiens brûlent un drapeau des Frères musulmans, le 24 janvier au Caire.

Désireux de rassurer, les islamistes ont promis de former des gouvernements de coalition. Ce fut le cas avec des partis dits laïques en Tunisie et en Egypte, les Frères musulmans continuent de chercher à élargir leur assise. Mais dans les faits, les islamistes n'ont pas su partager le pouvoir. Ils l'ont, au contraire, épuré. La peur d'un retour de l'ancien système a été la plus forte. Poussés par un appareil militant revanchard, les islamistes, une fois au pouvoir, se sont hâtés de chercher à mettre au pas la police, la justice et l'administration locale ou de les gagner à sa cause. Ainsi en Egypte, le président Mohamed Morsi a fait remplacer le procureur général, vu comme un tenant de l'ancien régime. Plus inquiétante est l'apparition de milices auxiliaires du pouvoir.

TRAHISON

Toujours sous la pression de leur base électorale, les Frères musulmans ont dû donner des gages d'une mise en oeuvre de leur projet d'islamisation de la société. Ainsi, en Egypte, le président Morsi a fait passer aux forceps une Constitution très ambiguë et ouvrant la porte à des interprétations ultra-conservatrices. Cet empressement, vécu comme une trahison par l'opposition séculière, trouve son origine tout à la fois dans un malentendu et dans la pression électorale des salafistes, qui se livrent à une surenchère.

Plutôt que d'accuser les islamistes de double langage, mieux vaut parler d'un malentendu sur la définition de "l'Etat civil" (dawla madaniya), défendu à la fois par les islamistes et les laïques. Comme le fait remarquer le politologue Jean-Noël Ferrié, les islamistes entendent promouvoir les "libertés publiques" dans le cadre d'un Etat et d'une société islamisés, tandis que leurs opposants conçoivent ces libertés comme "personnelles et individuelles".

Enfin, la dégradation accélérée de l'économie, dans deux pays très dépendants du tourisme, a pesé sur le bilan des islamistes. Néophytes dans l'exercice du pouvoir, ces derniers ont le plus grand mal à passer d'une culture d'opposants persécutés à une culture de gouvernement. Leurs partis, soumis à de forts tiraillements, pourraient ainsi être les premières victimes de ces contradictions.

Christophe Ayad

La France accusée d'ingérence en Tunisie

LE MONDE | 09.02.2013 à 11h32 • Mis à jour le 09.02.2013 à 15h28 Par Isabelle Mandraud - Tunis Envoyée spéciale

François Gouyette, ambassadeur de France à Tunis, inspecte les équipements de surveillance nocturne offerts par Paris pour contrôler les mouvements de djihadistes aux frontières, le 18 janvier.

Au même moment que les funérailles de l'opposant Chokri Belaïd, l'ambassadeur de France à Tunis, François Gouyette, prenait discrètement, vendredi 8 février, le chemin du siège du gouvernement, convoqué par le premier ministre Hamadi Jebali. Déjà fragilisé par une grave crise politique, l'exécutif tunisien, dominé par le parti islamiste Ennahda, a peu apprécié les commentaires de Manuel Valls, le ministre de l'intérieur français, et l'a fait savoir.

La veille, réagissant sur une radio française au meurtre de Chokri Belaïd, Manuel Valls avait dénoncé, en citant notamment la Tunisie et l'Égypte, "un fascisme islamique qui monte un peu partout", non sans affirmer "garder espoir dans le rendez-vous électoral pour que les forces démocrates et laïques, celles qui portent les valeurs de la révolution, demain, l'emportent". "C'est un enjeu considérable, avait-il ajouté, pas seulement pour la Tunisie, mais pour tout le bassin méditerranéen et donc aussi pour la France."

Ces déclarations sont "inamicales et nuisent aux relations bilatérales entre les deux pays", a fustigé le ministre des affaires étrangères, Rafik Abdesslem, à la sortie de l'entretien.

L'ambassade de France à Tunis, avenue Habib-Bourguiba.

Pour Tunis, il s'agit d'un nouveau faux pas de la part d'un ministre français, après d'autres, notamment lors du soulèvement contre l'ancien régime lorsque Michèle Alliot-Marie, alors elle-même ministre de l'intérieur, avait proposé le "savoir-faire français" en matière de maintien de l'ordre...

CONTEXTE DE MOINS EN MOINS FAVORABLE À LA FRANCE

Cette nouvelle tension diplomatique intervient dans un contexte de moins en moins favorable à la France, souvent accusée de vouloir s'ingérer dans les débats de politique intérieure tunisiens et de prendre parti pour l'opposition progressiste. A Sousse, vendredi, lors de l'hommage national rendu à Chokri Belaïd, un manifestant brandissait un drapeau français sur lequel était écrit "Sale France, ne touche pas à la Tunisie". Et sur l'avenue Bourguiba, la principale artère de la capitale, une main anonyme avait récemment tracé en grandes lettres à même le sol, "France sioniste".

Parmi les islamistes radicaux, l'intervention française au nord du Mali a été à l'origine de nouvelles diatribes très antifrançaises sur les réseaux sociaux. Un drapeau tricolore avait d'ailleurs été brûlé par quelques extrémistes, le 14 janvier, lors du deuxième anniversaire de la chute de l'ancien régime. Vendredi, l'ambassade de France était plus protégée que jamais, barricadée et entourée de militaires et de policiers.

Des milliers de manifestants pro-islamistes et anti-français à Tunis

Le Monde.fr avec AFP | 09.02.2013 à 12h17 • Mis à jour le 09.02.2013 à 15h59

Le centre de Tunis voit défiler, samedi 9 février, au moins 3000 personnes rassemblées à l'appel du parti islamiste au pouvoir Ennahda. Il s'agit de la première action de mobilisation du parti en Tunisie depuis l'assassinat de l'opposant à Ennahda Chokri Belaïd, le 6 février.

"France dégage", "La Tunisie ne sera plus jamais une terre de colonisation" et "Le peuple veut protéger la légitimité" du pouvoir en place, crient les militants qui défilent sur l'avenue Habib Bourguiba, axe névralgique du centre de la capitale où se trouve aussi l'ambassade de France. De nombreuses pancartes en français sont brandies.

De tels slogans s'inscrivent dans les mots d'ordre de la manifestation organisée à l'appel des jeunes d'Ennahda, à savoir : *"la défense de la légitimité de l'Assemblée nationale constituante"* (où Ennahda est majoritaire), la lutte *"contre la violence"* politique, et l'opposition à *"l'ingérence française"* en réponse aux propos du ministre français de l'intérieur, Manuel Valls, ayant dénoncé la veille *"un fascisme islamique qui monte un peu partout"*.

La manifestation intervient également dans un contexte de tensions de divisions au sein du parti islamiste, le premier ministre Hamadi Jebali ayant annoncé la formation imminente d'un gouvernement de technocrates ce que son parti, dont la direction est plus radicale que lui, refuse.

Dans la foule à Tunis, samedi, des militants salafistes ont ainsi brandi leurs bannières noires et des slogans appelant à l'unité des différents courants islamistes.

HEURTS NOCTURNES DANS LA RÉGION DE SIDI BOUZID

La nuit précédente, d'autres manifestants avaient incendié les locaux de mouvements islamistes près de Sidi Bouzid, berceau de la révolution de 2011, alors que la Tunisie est plongée dans la tourmente après le meurtre d'un opposant.



Les manifestants ont mis le feu au siège du parti au pouvoir Ennahda et à celui d'une ONG islamiste dans la ville de Souk Jedid à 17 km de Sidi Bouzid. Ils ont aussi incendié trois bureaux du siège de l'administration du district, ont indiqué des témoins à l'AFP. Des heurts ont aussi opposé dans la nuit à Sidi Bouzid même la police et un groupe de jeunes qui ont

tenté de s'introduire dans un dépôt de la douane. Par ailleurs, par mesure de précaution, Ennahda a évacué les locaux du parti à Sidi Bouzid.

Des heurts opposent régulièrement policiers et manifestants en Tunisie depuis l'assassinat mercredi de Chokri Belaïd, un opposant virulent aux islamistes d'Ennahda qui dirigent le gouvernement. Près d'une dizaine de locaux d'Ennahda ont été saccagés ces derniers jours.

<http://www.pakistantoday.com.pk/2013/02/10/news/foreign/ruling-islamists-to-rally-in-tunis/>

Ruling Islamists to rally in Tunis

AGENCIES Sunday, 10 Feb 2013 4:11 am |

Tunis - Supporters of Tunisia's ruling Ennahda party have called for a pro-govt rally, one day after the funeral for an assassinated leftist politician drew hundreds of thousands of mourners into the capital's heavily-policed streets.

The ruling Ennahda party called supporters to gather in central Tunis on Saturday afternoon at 2:30pm local time (1330 GMT) to show support for the constitutional assembly, whose work on a new constitution suffered a severe setback when leftist parties withdrew their participation following the killing of Chokri Belaid earlier this week.

Ennahda said the demonstration would also be a protest against "French interference" after comments earlier in the week by Manuel Valls, French foreign minister, who denounced the killing as an attack on "the values of Tunisia's Jasmine revolution". Tunis' main thoroughfare, Avenue Bourguiba, was bustling on Saturday morning, with full cafes and shops reopened after a general strike a day earlier. Police in riot armor and plainclothes officers patrolled but gone were the tear gas and running street battles of a day before.

Belaid, who in his car outside his home, was killed while by an unknown assailant.

Hours after his killing on Wednesday, Hamadi Jebali, the prime minister, said he would form a new, technocratic government to guide the country to elections, but Ennahda, his own party, rejected that idea soon afterward.

Late Friday, Jebali renewed his proposal for a new government, which would be a key concession to the country's opposition. "I am convinced this is the best solution for the current situation in Tunisia," he said, offering to resign if the elected assembly did not accept his proposed cabinet.

http://www.lemonde.fr/tunisie/article/2013/02/10/tensions-en-tunisie-dans-l-attente-du-nouveau-gouvernement-jebali_1829766_1466522.html

Tensions en Tunisie dans l'attente du nouveau gouvernement Jebali

Le Monde.fr avec AFP | 10.02.2013 à 16h32 • Mis à jour le 10.02.2013 à 16h48

Confrontée aux retombées de l'assassinat de l'opposant Chokri Belaïd, la Tunisie reste, dimanche 10 février, plongée dans l'incertitude en raison du conflit ouvert entre le premier ministre Hamadi Jebali et le parti islamiste au pouvoir Ennahda.

Des rumeurs persistantes, relayées par les médias et les déclarations de hauts responsables politiques, font état d'une démission imminente des ministres du parti du président tunisien Moncef Marzouki (le CPR, Congrès pour la République, qui compte trois ministres et deux

secrétaires d'Etat). Un membre du CPR a précisé dimanche que cette décision serait officialisée lundi.

LE COUP DE POKER DE JEBALI

Ces annonces interviennent alors que la classe politique et la rue attendent le résultat du coup de poker du premier ministre. Le jour de la mort de Belaïd, Hamadi Jebali avait pris de court son parti Ennahda et ses alliés laïcs de centre-gauche (dont le président Moncef Marzouki) en annonçant qu'il allait créer un nouveau gouvernement de "technocrates apolitiques". Ce gouvernement, expliquait-il le 6 février, doit avoir "un mandat limité à la gestion des affaires du pays jusqu'à la tenue d'élections dans les plus brefs délais".

Vilipendé par son propre camp mais soutenu par l'opposition laïque, Jebali a persisté samedi en menaçant de démissionner s'il ne parvenait pas à former avant le milieu de la semaine prochaine un cabinet de personnalités "compétentes", "sans appartenance politique". Il a précisé que les ministres de l'intérieur, de la justice et des affaires étrangères seraient concernés aussi, alors que les islamistes refusent de lâcher ces postes depuis des mois.

Le CPR de Marzouki, dont le départ du gouvernement est annoncé dimanche par les médias algériens, avait déjà indiqué le 2 février que ses membres démissionneraient si les ministres des affaires étrangères et de la justice, issus d'Ennahda, restaient en place.

LE DROIT DE REMANIER SON ÉQUIPE

Depuis le 6 février, plusieurs dirigeants d'Ennahda ont toutefois annoncé leur intention de bloquer l'initiative du premier ministre. Selon eux, Hamadi Jebali doit, avant tout remaniement gouvernemental, obtenir la confiance des députés de l'Assemblée nationale constituante, où les islamistes sont en position de force avec 89 sièges sur 217.

Le premier ministre a rejeté cette proposition, estimant que l'Assemblée lui avait donné le droit de remanier son équipe en l'intronisant à la tête du gouvernement en décembre 2011.

Un groupe d'experts réunis par la présidence samedi 9 février a semblé lui donner raison. Leur argumentaire s'appuie sur la loi d'organisation provisoire des pouvoirs publics, selon laquelle le chef du gouvernement peut "créer, modifier et supprimer les ministères et les secrétariats d'Etat, et fixer leurs attributions et prérogatives, après délibération du Conseil des ministres et information du président de la République".

LA CONSTITUTION TOUJOURS DANS L'IMPASSE

Mais la frange radicale d'Ennahda a prévenu qu'elle était prête à descendre dans la rue pour défendre la "légitimité des urnes", laissant présager la persistance des difficultés. Un premier rassemblement samedi à Tunis a réuni quelque 3000 personnes. Dimanche, un millier de personnes se sont également retrouvées à Gafsa, dans le centre du pays.

Une autre impasse de taille concerne la rédaction de la Constitution, bloquée par la division des courants islamistes, un boycott de l'ANC par quatre courants de l'opposition depuis le meurtre de Belaïd et les désaccords de principe sur la nature du futur régime.

Sans loi fondamentale, les élections promises par Hamadi Jebali ne peuvent avoir lieu, alors que l'impatience et la colère gagnent régulièrement la rue depuis des mois faute de réformes économiques et sociales, deux ans après la révolution initiée fin décembre 2011.

http://www.lemonde.fr/tunisie/article/2013/02/11/si-je-n-ai-pas-de-majorite-je-demissionnerai_1830179_1466522.html

Hamadi Jebali : "Si je n'ai pas de majorité, je démissionnerai"

LE MONDE | 11.02.2013 à 12h50 • Mis à jour le 11.02.2013 à 15h09 Propos recueillis par Isabelle Mandraud - Tunis, envoyée spéciale

ENTRETIEN. Le chef du gouvernement tunisien, Hamadi Jebali, qui a reçu Le Monde dimanche 10 février, maintient sa décision de former un gouvernement de technocrates pour sortir le pays de la grave crise dans laquelle il se trouve. Il pose pour cela un ultimatum et s'oppose à sa propre famille politique, le parti islamiste Ennahda, porté au pouvoir en octobre 2011.

Le jour de l'assassinat de l'opposant Chokri Belaïd, le 6 février, vous avez annoncé la formation d'un nouveau gouvernement de technocrates. Pourquoi si vite ?

Nous avions prévu, bien avant l'assassinat de Chokri Belaïd, un remaniement afin d'élargir le gouvernement sur la base d'un consensus. Je ne voyais pas comment organiser les futures élections dans ce climat tendu. Le gouvernement ne pouvait pas rester immobile, paralysé. L'opinion publique en avait assez. Mais les discussions entre la troïka [la coalition gouvernementale] et d'autres partis ont duré longtemps, trop longtemps. Croyez-moi, j'ai rencontré des résistances de tous les partis, je dis bien de tous.

J'avais donc posé un ultimatum, deux jours avant le meurtre : si nous ne parvenions pas à un accord, je comptais convoquer un conseil des ministres et aller voir le président [Moncef Marzouki] pour lui dire que je démissionnais le 8 février. Mais, le 6, il y a eu l'assassinat de Chokri Belaïd, et nous sommes entrés dans une phase encore plus difficile. C'est une nouvelle donne. Je n'avais pas d'autre choix que d'annoncer un gouvernement apolitique pour être efficace. Il fallait faire vite. La Tunisie ne peut plus supporter la situation dans laquelle nous sommes.

Votre propre parti, Ennahda, dont vous êtes le secrétaire général, vous a désavoué. Est-il exact que vous ne l'avez pas consulté ?

C'est vrai, je ne l'ai pas consulté. La situation est difficile et urgente, il y a un danger de violence. Je vais consulter sur quoi ? C'est moi le responsable du gouvernement. Je ne peux pas attendre. Il y a quelque temps, j'ai lancé un appel solennel à tous les partis, à tous les députés, en leur demandant de faire un maximum d'efforts pour terminer la rédaction de la Constitution. Pourquoi traîne-t-on ? Franchement, je vais laisser les autres répondre à cette question. On me parle de commissions, on travaille comme si nous étions dans une situation normale... Mais, dans l'intérêt de la Tunisie, il y a urgence.

Nous sommes un pays organisé, nous avons une bonne administration, nous pouvons achever la Constitution en trois mois et nous mettre d'accord sur un code électoral. Plus que jamais, je

crois nécessaire d'organiser des élections à la mi-juillet, un premier tour pour l'élection présidentielle le 1er septembre, par exemple, et un second tour le 15 septembre.

Les divergences sont profondes au sein même d'Ennahda. Etes-vous minoritaire ?

Nous allons bientôt le savoir. Je laisse mes frères discuter. Je ne suis pas seulement le secrétaire général d'Ennahda, je suis le chef du gouvernement. J'assume cette responsabilité. Il y a un autre verdict, celui du peuple. C'est l'intérêt supérieur du pays qui compte, pas la vie partisane. Encore une fois, il n'y avait pas d'autre choix que de former un gouvernement transitoire, indépendant des partis, avec des priorités : le développement des régions, l'emploi, la lutte contre la cherté de la vie, et surtout l'amélioration de la sécurité. Je vais demander amicalement à tous les ministres de démissionner. C'est un exercice difficile, mais les circonstances l'exigent.

Rached Ghannouchi [le président d'Ennahda] est un arbitre. Il a son opinion, mais je suis sûr qu'il respectera la décision démocratique du parti. Cela nous est arrivé, à Rached et à moi d'être minoritaires. Il y a des divergences ? C'est l'exercice démocratique ! En France, le Parti socialiste a toujours trois ou quatre tendances... Moi, j'ai pris ma décision. Mais je ne serai jamais à l'origine d'une scission. Je ne partirai jamais avec un clan pour former un autre parti. Je reste le secrétaire général d'Ennahda, je ne compte pas le quitter, et si je le fais, ce sera pour d'autres raisons. J'ai 62 ans, et il y a des moments où il faut savoir dire stop.

Vous ne comptez pas soumettre ce nouveau gouvernement au vote de l'Assemblée nationale constituante ?

Non, ce n'est pas nécessaire car il s'agit d'un remaniement, et encore, pas de fond en comble. Nous avons déjà huit ou neuf portefeuilles techniques. Sont concernés tous les ministres régaliens et politiques.

J'ai adressé une lettre à tous les chefs de parti, à toutes les associations, à l'UGTT [la centrale syndicale], à l'Utica [l'organisation patronale] pour leur demander de me proposer des candidatures de personnalités sous quatre conditions : les futurs ministres ne doivent pas avoir eu des responsabilités sous l'ancien régime, elles doivent être sans appartenance politique, elles ne pourront pas se présenter aux futures élections - même moi, je ne le ferai pas - et avoir les compétences requises.

Le délai s'achève lundi. Je choisirai seul. Ensuite, si je constate que ce gouvernement ne peut pas obtenir une majorité à l'Assemblée pour gouverner, alors je démissionnerai.

En réclamant un gouvernement de technocrates, n'est-ce pas reconnaître que celui que vous conduisiez jusqu'ici a échoué ? L'opposition vous accuse d'avoir laissé se développer un climat de violence...

Nous ne sommes pas parvenus aux résultats escomptés, c'est un échec pour tout le monde : pour la troïka en premier lieu, mais aussi pour toute la scène politique tunisienne. Nous avons proposé dès le début de faire un gouvernement de solidarité nationale. J'espère aujourd'hui qu'il y aura un consensus.

La sécurité n'est pas un problème de complaisance, mais d'estimation de moyens et, parfois, de détermination. Ce n'est pas facile. L'expérience de Ben Ali et de la dictature a échoué. Le tout-sécuritaire ne passe plus.

En Tunisie comme en Egypte, le pouvoir islamiste est à l'épreuve. Comment l'analysez-vous ?

Ce n'est pas propre aux islamistes. Comment concilier la révolution, l'Etat et ses réalités ? La plupart du temps, cela échoue parce que l'Etat dévore la révolution. On l'a vu avec Cuba, la Chine... Il n'y a jamais eu de révolutions arabes, avant. Nous avons des leçons à tirer de l'exercice du pouvoir. Il y a des valeurs de liberté, de justice et d'honnêteté à respecter. Nous devons donner ce premier modèle démocratique aux Arabes, aux musulmans.

Où en est l'enquête sur l'assassinat de Chokri Belaïd ?

Ceux qui ont commis cet assassinat ne sont pas des amateurs. C'est tout un appareil qui est derrière, avec une stratégie. Il s'agit bien d'un assassinat politique qui dépasse la personne de Chokri Belaïd. Il est la victime, mais la cible, ce n'est pas lui. La cible, c'est la Tunisie tout entière. Il faut s'attendre à des résultats très graves.

Propos recueillis par Isabelle Mandraud - Tunis, envoyée spéciale

<http://maghreb.blog.lemonde.fr/2013/02/11/le-parti-du-president-tunisien-hostile-a-un-gouvernement-de-technocrates/#>

11 février 2013

Le parti du président tunisien hostile à un gouvernement de technocrates



A Tunis, le CPR face à la presse. © Nicolas Fauqué / www.imagesdetunisie.com

Venus en nombre à la conférence de presse organisée lundi 11 février à Tunis par le Congrès pour la République (CPR), membre de la "troïka", la coalition gouvernementale, les journalistes attendaient l'annonce de la démission des ministres du président Moncef Marzouki. Incrédules, ils ont appris... celle du pape. Le départ des ministres du CPR, lui, attendra.

"Nous sommes contre un gouvernement de technocrates, car cela peut ramener des figures de l'ancien régime et ce ne sont pas eux qui vont ouvrir les dossiers de corruption et faire le

nécessaire, a déclaré Mohamed Abbou, secrétaire général du CPR. Pour être clairs, nous n'appuyons pas la proposition du chef du gouvernement, Hamadi Jebali, de former un gouvernement de technocrates. Ce n'est pas la solution magique."

Le parti du président tunisien a décidé de "geler" sa participation dans le gouvernement, mais se donne encore un délai d'une semaine pour annoncer la démission éventuelle de ses ministres. *"Il faut donner plus de chances à ce gouvernement, nous sommes dans une alternative difficile"*, plaidait en aparté Abdelwaheb Maâtar, ministre de l'emploi et de la formation professionnelle. *"Il vaut un gouvernement politique, et ne pas créer de vide"*, ajoutait-il.



Réunion du bureau politique du parti du président. © Nicolas Fauqué / www.imagesdetunisie.com

Pour justifier sa décision, le CPR a mis en avant des contacts avec Ennahda, le parti islamiste qui domine le gouvernement. Mais quel Ennahda ? En proie à de vives divergences internes, ce dernier ne parvient pas à se mettre d'accord. Quitte à fragiliser un peu plus son propre secrétaire général qui n'est autre... que le chef du gouvernement, Hamadi Jebali.

En Tunisie, la sortie de crise, avivée par l'assassinat politique, mercredi 6 février, de l'opposant de gauche Chokri Belaïd, n'est pas encore en vue. La "troïka", issue des élections du 23 octobre 2011, après la chute de l'ancien régime, paraît cependant à bout de souffle.

<http://maghreb.blog.lemonde.fr/2013/02/12/le-premier-ministre-tunisien-reunit-un-conseil-des-sages/>

12 février 2013

Le premier ministre tunisien réunit un « Conseil des sages »

Les initiatives se multiplient en Tunisie pour trouver une issue à la grave crise politique qui secoue le pays et qui a atteint un nouveau palier avec le meurtre de l'opposant de gauche Chokri Belaïd le 16 janvier. Alors que l'UGTT tente de relancer son initiative d'un dialogue national, et que le Front populaire, la coalition de gauche dont Chokri Belaïd était une figure, propose un " Congrès national de sauvetage", le chef du gouvernement Hamadi Jebali a réuni pour la première fois, mardi 12 février, un Conseil des sages, au palais Dar Dhiafa, à Carthage.

Seize personnalités, parmi lesquelles le constitutionnaliste Iyad Ben Achour, le général chef d'Etat major de l'armée, Rachid Ammar, l'économiste Mansour Moalla, ou le syndicaliste Mustapha Filali, premier ministre de l'agriculture tunisien après l'indépendance, ont répondu à l'invitation. Dans l'assemblée, figurait également l'avocat Abdelfattah Mourou, vice-président d'Ennahda, dont la présence a été jugée "très utile" pour tenter d'apaiser les vives divergences apparues dans sa propre famille politique à propos de la proposition du premier ministre de subsister à l'actuel gouvernement une équipe de technocrates.

"Cette réunion avait pour but, non de soutenir la proposition de M. Jebali mais d'évaluer la situation générale, indépendamment des partis politiques", a déclaré Mehdi Mabrouk, ministre de la culture, à l'issue de la rencontre qui a duré plus de trois heures. "Leur analyse a été claire, a-t-il poursuivi. Ils ont insisté sur l'urgence, la nécessité d'un agenda pour les prochaines élections, la légitimité de l'Assemblée nationale constituante, et sur le besoin de sensibiliser sur tous ces thèmes les acteurs sociaux et les journalistes".

De son côté, le premier ministre a laissé clairement entendre que l'Assemblée devait se concentrer uniquement sur sa mission d'achever la Constitution, indispensable pour organiser les prochaines élections. Le Conseil des sages devait poursuivre sa mission en rencontrant les partis politiques.

Mustapha Ben Jaafar sort de son silence. © Nicolas Fauqué / www.imagesdetunisie.com

Quelques heures plus tôt, sortant pour la première fois de son silence depuis le meurtre de Chokri Belaid, le troisième personnage de l'Etat tunisien, Mustapha Ben Jaafar, président de l'Assemblée constituante, a annoncé devant la presse que son parti Ettakatol, membre de la coalition gouvernementale, soutenait le chef de gouvernement. " Le pays a besoin d'un nouveau départ, la réconciliation nationale est nécessaire, a-t-il souligné. Ou ça passe, ou ça casse". " Ce mot n'a plus de sens, a ajouté Mustapha Ben Jaafar, interrogé sur la démission des ministres Ettakatol. Ils sont démissionnés". Défendant le travail, très critiqué, de l'Assemblée, il s'est exclamé: "A quoi ça sert de fermer la boutique? Et puis ensuite?".

http://www.lemonde.fr/tunisie/article/2013/02/12/negociations-autour-d-un-gouvernement-de-technocrates-en-tunise_1830705_1466522.html

Négociations autour d'un gouvernement de technocrates en Tunisie

Le Monde.fr | 12.02.2013 à 11h21 • Mis à jour le 12.02.2013 à 16h52

Hamadi Jebali souhaite former un cabinet de technocrates pour sortir la Tunisie d'une grave crise politique, qui a été approfondie par l'assassinat de l'opposant Chokri Belaïd.

Rached Ghannouchi, le chef du parti islamiste Ennahda, au pouvoir en Tunisie, a proposé, mardi 12 février, un compromis au premier ministre, Hamadi Jebali, pour sortir de la crise politique, et s'est dit favorable à un gouvernement alliant technocrates et représentants de partis politiques. "On est ouvert à tous, afin d'arriver à composer un gouvernement de compétences nationales, qui rejoint ce que demande Jebali, avec une représentation élargie", a déclaré M. Ghannouchi à la chaîne tunisienne Al Moutawasat, propos repris par la radio Shems-FM, insistant pour que le cabinet "représente aussi les forces politiques".

L'Union générale tunisienne du travail (UGTT) s'est déclarée favorable à la formation d'un gouvernement de technocrates proposée par le premier ministre, Hamadi Jebali. "Nous avons discuté au sein du bureau exécutif, avec les membres du syndicat et nos associés comme la Ligue tunisienne de défense des droits de l'homme et l'ordre des avocats, et nous avons réagi positivement à la proposition", a déclaré lundi soir le porte-parole du syndicat, Sami Taheri, à la radio Mosaïque.

M. Taheri a souligné que l'UGTT, qui dispose de quelque cinq cent mille membres, souhaitait que l'éventuel futur gouvernement ait pour priorités d'assurer la sécurité en Tunisie, d'établir un calendrier électoral et d'engager un véritable dialogue social.

De son côté, Rached Ghannouchi a indiqué que des pourparlers sont en cours avec une demi-douzaine de formations politiques, dont les alliés laïcs d'Ennahda, le Congrès pour la république, du président Moncef Marzouki, et Ettakatol, le parti du président de la constituante, Mustapha Ben Jaafar.

M. Jebali, lui-même membre d'Ennahda, souhaite former un cabinet de technocrates, sans représentants de partis politiques, pour sortir la Tunisie d'une grave crise politique, qui a été approfondie par l'assassinat de l'opposant Chokri Belaid.

La rédaction de la nouvelle Constitution tunisienne est actuellement dans l'impasse faute de compromis, et son adoption est essentielle pour organiser de nouvelles élections.

Les conflits sociaux, souvent violents, se multiplient dans le pays alors que chômage et misère étaient au cœur des causes de la révolution de 2011 qui a renversé le régime de Zine El Abidine Ben Ali.

http://www.lemonde.fr/tunisie/article/2013/02/13/tunisie-qui-sont-les-principaux-partis-politiques_1831005_1466522.html

Tunisie : qui sont les principaux partis politiques ?

Le Monde.fr | 13.02.2013 à 08h00 Par Hélène Sallon

12102503_TUNISIE+X1P1.jpg

Depuis la chute du régime de l'ancien président, Zine El-Abidine Ben Ali, le 14 janvier 2011, la scène politique tunisienne a connu de nombreuses recompositions. Alors que l'ancien parti au pouvoir, le Rassemblement constitutionnel démocratique (RCD), était dissous, de multiples partis de l'opposition, de gauche ou islamistes, ont été légalisés ou fondés.

Les élections d'octobre 2011 pour l'Assemblée nationale constituante (ANC), qui ont vu le parti islamiste Ennahda arriver en tête, ont donné lieu à de nouvelles recompositions, et notamment à la formation de coalitions de partis qui se placent désormais dans la perspective de nouvelles élections législatives.

Les derniers sondages réalisés en Tunisie donnent toujours le parti islamiste en tête, juste devant une nouvelle formation : le parti Nida Tounès, fondé en juin 2012 par Béji Caïd Essebsi, premier ministre du deuxième gouvernement de transition (février-décembre 2011).

Etat des lieux de la scène politique tunisienne.

"LA TROÏKA"

A l'issue des élections pour l'Assemblée nationale constituante d'octobre 2011, le parti islamiste Ennahda, première formation politique du pays avec 89 députés sur les 217, a demandé au Congrès pour la République (CPR), à Ettakatol et au Parti démocrate progressiste (PDP) de le rejoindre afin de former une coalition sous la houlette de son candidat à la tête du gouvernement, Hamadi Jebali. Seuls le CPR (15 députés) et Ettakatol (13 députés) ont accepté d'en faire partie.

Cette troïka a conclu un accord de coalition, prévoyant l'élection de Mustapha Ben Jaafar, fondateur d'Ettakatol, comme président de l'Assemblée nationale constituante et de Moncef Marzouki, fondateur du CPR, comme président de la République. Ce dernier a chargé Hamadi Jebali, secrétaire général d'Ennahda, de former un gouvernement.

Le parti islamiste Ennahda ("La Renaissance", son site Internet) a été fondé le 6 juin 1981 sous le nom de Mouvement de la tendance islamique (MTI) par Rached Ghannouchi, avant de changer de nom en février 1989. Sujet d'une répression très dure sous le régime Ben Ali, la plupart des cadres du parti ont connu soit la prison, soit l'exil. A l'instar de leur chef, Rached Ghannouchi, rentré d'un exil de plus de vingt ans à Londres le 30 janvier 2011.

Né en 1941, Rached Ghannouchi a d'abord été séduit par le nationalisme arabe incarné par Gamal Abdel Nasser, avant de se convertir en 1966 aux idées des Frères musulmans égyptiens. Actif sur les campus tunisiens, il a été accusé d'avoir fomenté un coup d'Etat, arrêté puis condamné en 1987. Libéré un an après par le président Zine El-Abidine Ben Ali, il s'est exilé en 1990 à Londres.

Longtemps interdit, Ennahda a été légalisé le 1er mars 2011 par le gouvernement d'union nationale. A l'issue des élections pour l'Assemblée nationale constituante, il est devenu la première force politique du pays. Le premier ministre tunisien, Hamadi Jebali, en est le secrétaire général.

Le Congrès pour la République (CPR, son site Internet) est un parti laïc de centre-gauche fondé en 2001 par Moncef Marzouki. Moncef Marzouki, président de la Ligue tunisienne des droits de l'homme de 1989 à 1994, est un opposant de longue date au régime de Ben Ali. Plusieurs fois arrêté sous Ben Ali, il a été exilé en France dix ans avant de rentrer, le 18 janvier 2011.

Il avait amorcé dès 2003 un rapprochement avec Ennahda, avec la signature de la Déclaration de Tunis. Moncef Marzouki a été élu président de la République le 12 décembre 2011. Le CPR dispose de trois ministères au sein du gouvernement actuel (affaires de la femme, domaines de l'Etat et affaires foncières, formation professionnelle et emploi).

Le Forum démocratique pour le travail et les libertés - Ettakatol (son site Internet) est un parti social-démocrate fondé le 9 avril 1994 par le médecin et radiologue Mustapha Ben Jaafar. Ce dernier est président de l'Assemblée depuis le 22 novembre 2012. Ettakatol est membre permanent de l'Internationale socialiste. Le parti dispose de cinq ministères au sein du gouvernement (finances, tourisme, éducation, lutte contre la corruption et affaires sociales).

L'UNION POUR LA TUNISIE

Lundi 11 février, cinq partis politiques du centre et de la gauche modérée ont officialisé un front politique et électoral : le mouvement Nida Tounès, le Parti Républicain (Al-Jomhuri), la voie démocratique et sociale (Al-Massar), le Parti socialiste dirigé par Mohamed Kilani et le Parti du travail patriotique et démocratique (PTPD) dirigé par Abderrazek Hammami.

Ce front de forces progressistes et laïques appelle à un dialogue national sur la situation économique et sociale difficile, à l'élaboration d'une Constitution démocratique, à la protection des ressources et des institutions de l'Etat contre l'instrumentalisation partisane, à la préservation des libertés publiques et individuelles et à la garantie du droit syndical.

Nida Tounès ("L'Appel de la Tunisie", son site Internet), a été fondé le 16 juin 2012 par l'ancien premier ministre Béji Caïd Essebsi. Agé de 86 ans, M. Essebsi est une figure politique majeure en Tunisie depuis l'indépendance en 1956.

Il a été ministre du premier président tunisien, Habib Bourguiba, président du Parlement sous le président déchu Ben Ali, puis premier ministre provisoire après la révolution. Avec Nida Tounès, il ambitionne de faire contre-poids au parti islamiste Ennahda. "Nous sommes un parti centriste inscrit dans la défense des acquis de l'Etat moderne, des objectifs de la révolution et des réalisations de la période transitoire", a indiqué son porte-parole lors de la légalisation du parti.

"L'Appel de la Tunisie" rassemble des représentants de la bourgeoisie, des cadres et des personnalités du Rassemblement constitutionnel démocratique (RCD) de Ben Ali, dissous après la révolution. Son secrétaire général est Taïeb Baccouche.

Al-Jomhuri ("Le Parti républicain", centre démocrate-libéral) a été fondé en avril 2012 par des membres de Afek Tounes, le Parti démocrate progressiste (PDP), le Parti républicain, Irada, Bledi, le Parti pour la justice social démocrate (PJSD) et le Parti Al-Karama, ainsi que des groupes et des listes indépendantes.

Le président du comité politique du parti (son site Internet) est Ahmed Néjib Chebbi. Avocat de profession et figure de l'opposition de gauche, M. Chebbi a participé à la fondation en 1983 du Rassemblement socialiste progressiste, devenu le Parti démocrate progressiste. En 2006, il avait cédé son poste de secrétaire général du PDP à Maya Jribi, qui a elle aussi rejoint Al-Jomhuri.

La voie démocratique et sociale (Al-Massar, gauche social-démocrate), est né le 1er avril 2012 de la fusion entre le mouvement Ettajdid, le Parti du travail tunisien et des indépendants du Pôle démocratique moderniste (Al-Qotb). Il est dirigé par Ahmed Ibrahim.

LE FRONT POPULAIRE

Le Front populaire pour la réalisation des objectifs de la révolution (son site Internet) est une coalition politique regroupant douze partis politiques et associations de gauche, nationalistes et écologistes, ainsi que de nombreux intellectuels indépendants. Fondé le 7 octobre 2012, ce front se veut une alternative à la Troïka au pouvoir et au front constitué autour de Nida Tounès pour porter les revendications sociales de la révolution.

Son porte-parole est Hamma Hammami, secrétaire général du Parti des travailleurs tunisiens. Chokri Belaïd, dirigeant du Mouvement des patriotes démocrates, assassiné le 6 février 2013, était membre de ce front.

Hamma Hammami, secrétaire général du Parti des travailleurs tunisiens, lors des funérailles de Chokri Belaïd, le 8 février.

Les partis membres de cette coalition sont : le Parti des travailleurs tunisiens (anciennement Parti communiste des ouvriers de Tunisie - PCOT), un parti d'extrême-gauche créé en 1986 par Hamma Hammami ; le Parti du travail patriotique et démocratique, mené par Mohamed Jmour ; le Mouvement des patriotes démocrates (Moupad) de Chokri Belaïd ; les Patriotes démocrates (Watad) de Jamel Lazhar ; le Parti de la lutte progressiste de Mohamed Lassoued ; la Ligue de la gauche ouvrière de Jalel Ben Brik Zoghلامي ; le Parti populaire pour la liberté et le progrès de Jelloul Azzouna ; le Front populaire unioniste d'Amor Mejri ; le Mouvement du peuple de Mohamed Brahmi ; le Mouvement Baath d'Othmen Bel Haj Amor ; le Parti d'avant-garde arabe démocratique de Kheireddine Souabni ; et Tunisie verte d'Abdelkader Zitouni.

Hélène Sallon

http://www.lemonde.fr/tunisie/article/2013/02/14/ennahda-et-ses-allies-contre-un-gouvernement-de-technocrates_1832262_1466522.html

Ennahda et ses alliés contre un gouvernement de technocrates

Le Monde.fr avec AFP | 14.02.2013 à 09h28 • Mis à jour le 14.02.2013 à 09h43

"La situation actuelle nécessite un cabinet de coalition ouvert sur des personnalités politiques et indépendantes", affirment Ennahda et trois de ses alliés dans un communiqué commun publié dans la nuit de mercredi à jeudi.

Le parti islamiste tunisien Ennahda et trois de ses alliés insistent sur la nécessité d'un cabinet composé de personnalités politiques. "La situation actuelle nécessite un cabinet de coalition ouvert sur des personnalités politiques et indépendantes", ont affirmé les quatre mouvements dans un communiqué commun publié dans la nuit de mercredi à jeudi.

Le communiqué a été publié à l'issue d'une réunion des responsables d'Ennahda, du Congrès pour la République (CPR) du président Moncef Marzouki, du mouvement Wafa et du bloc parlementaire Liberté et Dignité qui détiennent théoriquement la majorité absolue à l'Assemblée nationale constituante (ANC). Ils totalisent 125 élus sur 217 alors que M. Jebali peut être censuré sur son projet avec 109 votes négatifs.

Pour ces quatre mouvements, le gouvernement qu'ils proposent doit s'employer à lutter contre la corruption, à relancer l'économie et à rétablir l'ordre par une stricte application de la loi.

Ces partis étaient contre la proposition de M. Jebali, numéro deux d'Ennahda, qui a défié son parti, mais c'est la première fois qu'ils expriment collectivement leur hostilité à son projet.

Le premier ministre a été soutenu dans son initiative par Ettakotol, du président de l'ANC, Mustapha Ben Jaafar, qui est membre de la troïka au pouvoir, mais aussi par des partis de

l'opposition laïque, par le puissant syndicat Union générale tunisienne du travail (UGTT) et le patronat.

Moncef Marzouki pour un "régime mixte" en Tunisie

La Tunisie a "absorbé le choc" de l'assassinat de l'opposant Chokri Belaïd, estime son président, Moncef Marzouki, dans un entretien au Figaro jeudi, plaidant, par ailleurs, pour une Constitution limitant à deux le nombre de mandats présidentiels.

Interrogé sur la future Constitution, il s'est dit pour un "régime mixte", "parce que la Tunisie a beaucoup souffert de la dictature et il s'agit de lui donner un régime qui empêche tout retour à la dictature ou à un premier ministre trop dur".

Il met en garde contre l'emploi du mot "islamiste" au sujet du parti Ennahda au pouvoir : "Je vois les journaux français parler des "islamistes" qui gouvernent la Tunisie, et utiliser le même mot pour parler des insurgés du Mali c'est un abus de langage !". "Si, moi, j'ai un souci avec Ennahda, ce n'est pas parce que c'est un parti islamiste, mais parce que c'est un parti conservateur", a-t-il ajouté. "Ils font partie du paysage politique, ils sont passés devant le peuple, ils ont été élus", a-t-il rappelé.

http://www.lemonde.fr/tunisie/article/2013/02/19/le-premier-ministre-tunisien-hamad-jebali-demissionne_1835181_1466522.html

Le premier ministre tunisien, Hamad Jebali, démissionne

Le Monde.fr avec AFP | 19.02.2013 à 19h26 • Mis à jour le 19.02.2013 à 21h23

A la suite de son échec à former un gouvernement de technocrates, le premier ministre tunisien, Hamadi Jebali, a remis sa démission, mardi 19 février.

Le premier ministre tunisien, Hamad Jebali, a annoncé sa démission, mardi 19 février, après l'échec de sa tentative de former un gouvernement apolitique. "J'ai promis et assuré qu'en cas d'échec de mon initiative je démissionnerais de la présidence du gouvernement et c'est ce que je viens de faire", a-t-il dit, dans une déclaration retransmise en direct à la télévision à l'issue d'une entrevue avec le chef de l'Etat, Moncef Marzouki.

Hamadi Jebali avait reconnu lundi que les principaux partis politiques tunisiens n'avaient pas réussi à s'accorder sur la formation d'un nouveau gouvernement d'experts indépendants qu'il préconisait après la tourmente provoquée par l'assassinat de l'opposant de gauche Chokri Belaïd, le 6 février. Pourtant, M. Jebali espérait toujours lundi qu'un compromis passant par "une autre forme de gouvernement" soit possible.

ENNAHDA FAVORABLE À UNE COALITION AVEC LES LAÏCS

Hamadi Jebali a également laissé entendre que les incertitudes sur la date des prochaines élections législatives et l'achèvement des travaux de l'Assemblée constituante avaient contribué à l'échec des négociations. Le parti Ennahda, principale formation politique du pays, dont est issu Hamadi Jebali, a refusé la formation d'un gouvernement d'experts en soulignant qu'il n'avait pas été préalablement consulté par le premier ministre.

Le chef d'Ennahda, Rached Ghannouchi, a déclaré lundi qu'il était essentiel que les islamistes et les partis laïcs partagent le pouvoir aujourd'hui et dans le futur. "Tout gouvernement stable en Tunisie a besoin d'une coalition modérée composée d'islamistes et de laïcs", a-t-il déclaré. Il a ajouté qu'Ennahda pourrait accepter un compromis sur le contrôle de portefeuilles comme la défense, les affaires étrangères, la justice et l'intérieur. Quelles seront les prochaines étapes ?

Faute de Constitution, la Tunisie est régie par la loi du 16 décembre 2011 relative "à l'organisation provisoire des pouvoirs publics", surnommée "la petite Constitution". Le texte ne prévoit pas de démission du chef de gouvernement, uniquement son "incapacité ou décès" ou son limogeage par l'Assemblée nationale constituante (ANC) élue en octobre 2011. Cependant, en droit, le principe "tout ce qui n'est pas interdit est permis" prévaut.

L'article 19 relève que si le premier ministre est démis, son départ ne prend effet qu'après la désignation du futur chef de cabinet qui se fera selon "les procédures prévues à l'article 15" et la prise de fonctions du nouveau gouvernement. En vertu de l'article 15, le président Moncef Marzouki "assigne au candidat du parti qui a remporté le plus grand nombre de sièges à l'Assemblée de former un gouvernement". Il s'agit ici du parti islamiste Ennahda (89 députés sur 217).

Le candidat au poste de premier ministre doit alors former son cabinet et préparer son programme dans "un délai ne dépassant pas quinze jours". Puis, le président de l'ANC, Mustapha Ben Jaafar, devra convoquer une séance plénière de l'Assemblée "pour approbation à la majorité absolue de ses membres". La "petite Constitution" prévoit que si le candidat ne parvient pas à former un gouvernement ou obtenir la confiance de l'ANC, le président procède alors "à des consultations avec les partis, les coalitions et les blocs parlementaires".